

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765053&dateTexte=&categorieLien=id>

3 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765056&dateTexte=&categorieLien=id>

4 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765059&dateTexte=&categorieLien=id>

5 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765062&dateTexte=&categorieLien=id>

6 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765065&dateTexte=&categorieLien=id>

7 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765068&dateTexte=&categorieLien=id>

8 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765071&dateTexte=&categorieLien=id>

9 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765074&dateTexte=&categorieLien=id>

10 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765077&dateTexte=&categorieLien=id>

11 Décret du 7 novembre 2011 portant nomination

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024765080&dateTexte=&categorieLien=id>

Stalingrad

Le chaudron

Aucun événement unique dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale a laissé une telle marque traumatique sur la conscience allemande comme la défaite catastrophique sur les rives de la Volga en 1942-1943.

En août 1942, après une série d'erreurs stratégiques, la 6^{ème} armée du Reich se retrouve seule aux portes de Stalingrad. Hitler, qui désire plus que tout voir cette cité au nom évocateur tomber aux mains des Nazis, ordonne à ses troupes de prendre la ville. Staline, conscient de l'enjeu symbolique que revêt Stalingrad, interdit l'évacuation des civils. Il espère ainsi galvaniser ses hommes et leur donner une raison supplémentaire de défendre la cité. Le 23 août, l'aviation allemande bombarde massivement la ville. 40 000 Russes perdent la vie en cette seule journée. Stalingrad est détruite à 80%.

http://www.dailymotion.com/video/xm7vzv_stalingrad-213-le-chaudron_webcam?start=5#from=embediframe

La débâcle

Hitler, qui désire plus que tout voir cette cité au nom évocateur tomber aux mains des Nazis, ordonne à ses troupes de prendre la ville. Staline, conscient de l'enjeu symbolique que revêt Stalingrad, interdit l'évacuation des civils. Il espère ainsi galvaniser ses hommes et leur donner une raison supplémentaire de défendre la cité. Le 23 août, l'aviation allemande bombarde massivement la ville. 40 000 Russes perdent la vie en cette seule journée. Stalingrad est détruite à 80%. Mais le combat ne fait que commencer : les survivants s'organisent, se terrent et livrent des batailles de rue sanglantes à leur ennemi. Au mois de novembre, les Allemands finissent par occuper 90% de la cité au prix d'incroyables carnages. Hitler jubile et annonce sa victoire, mais Staline prépare sa riposte et envoie un million d'hommes pour reprendre la ville qui porte son nom.

http://www.dailymotion.com/video/xm834m_stalingrad-313-la-debacle_webcam?start=11#from=embediframe

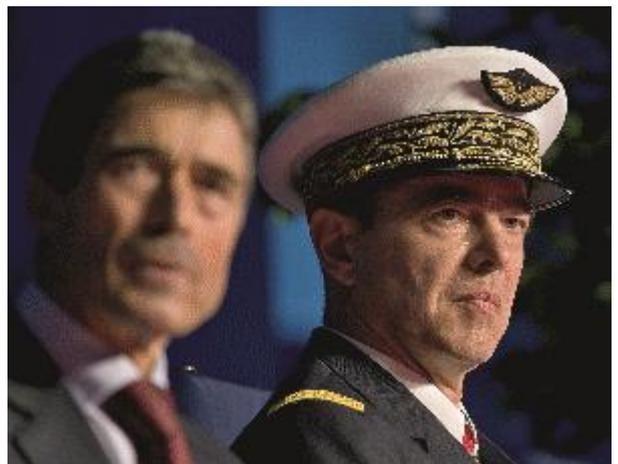
Général Stéphane Abrial : “L’Otan doit combler ses lacunes”

Frédéric Pons le jeudi, 03/11/2011 dans **Monde**

Le général Stéphane Abrial, le militaire français le plus haut placé au sein de l’Alliance, tire les leçons des sept mois d’opérations en Libye et des dix ans de guerre en Afghanistan.

Breveté pilote de chasse en 1976, passé par l’US Air Force Academy et l’Air War College de Montgomery (Alabama), le général Stéphane Abrial, 57 ans, est le patron du SACT (Supreme Allied Commander Transformation), l’un des deux commandements “suprêmes” de l’Otan. À ce titre, il est depuis septembre 2009 le militaire français le plus haut placé dans la hiérarchie de l’Otan. Après une belle carrière opérationnelle (il fut notamment le commandant de la

5^e escadre de chasse pendant la première guerre du Golfe, en 1991) et des responsabilités de haut niveau à l’état-major particulier de l’Élysée (Jacques Chirac) et au cabinet militaire du premier ministre (Jean-Pierre Raffarin), il fut chef d’état-major de l’armée de l’air. Basé à Norfolk (Virginie), le général Abrial est chargé de définir le nouveau concept stratégique de l’Otan. À l’heure de la fin des opérations en Libye, ce 31 octobre, et de l’amorce du retrait d’Afghanistan, il a accepté de tirer les premières leçons d’une année particulièrement riche en interventions pour l’Alliance.



Quelles sont les premières leçons que vous tirez des opérations en Libye ? Elles sont la parfaite illustration de la réactivité et de la flexibilité de l'Alliance atlantique.

Que voulez-vous dire ? Une fois l'accord politique obtenu, en moins de six jours, l'Otan a su élargir l'action d'une coalition américano-franco-britannique intervenue en urgence. Il est remarquable que l'Alliance l'ait fait sans diminuer le rythme et l'intensité de son engagement dans les autres opérations en cours. Le pilote de chasse que je suis apprécie en connaisseur ! Plus largement, cela confirme que l'Otan doit pouvoir s'engager dans des scénarios opérationnels qui varient sans cesse.

Comme en Afghanistan... Oui, nous y sommes confrontés à une insurrection sans scrupule. En Libye, il s'agissait d'empêcher les forces gouvernementales de perpétrer des massacres.

Ces opérations auraient-elles été possibles sans l'appui américain ? D'un point de vue militaire, la nouveauté est cette inhabituelle répartition des responsabilités, avec l'engagement en première ligne de forces en majorité européennes, l'allié américain jouant, pour la première fois, un rôle principalement de soutien. Je constate avec une certaine fierté que la France a assumé un rôle majeur dans cette opération et que les choix d'équipements faits depuis des années lui ont permis de tenir son rang de belle manière.

Avec tout de même quelques carences significatives... Il est évident que sans les moyens spécifiques fournis par les Américains, de renseignement, de ravitaillement par air ou d'autres, l'opération aurait pris plus longtemps et aurait probablement été moins fluide, plus risquée.

Ce conflit modifie-t-il votre perception de la transformation au sein de l'Alliance ? J'en retiens que malgré toutes nos planifications et les moyens de renseignement dont nous disposons, nous serons toujours confrontés à des surprises stratégiques. Cela démontre qu'il faut pouvoir disposer de forces qui couvrent l'ensemble du spectre possible des opérations, prêtes à agir sur un préavis très court.

Cette opération n'a-t-elle pas mis en évidence des lacunes ? Oui, et il nous revient de les combler. C'est le sens de l'initiative de "Smart Defense" lancée par le secrétaire général de l'Otan. En réponse au contexte budgétaire difficile de nos pays, nous cherchons à favoriser les coopérations multinationales, sources de synergie et d'économies d'échelle.

Quel est l'enseignement principal des dix années de guerre en Afghanistan ? C'est l'opération majeure de l'Otan, le conflit le plus long et le plus meurtrier auquel l'Organisation ait jamais participé. Contribuer à la restauration de la paix dans un pays en guerre depuis trente ans est une expérience douloureuse mais riche d'enseignements. Cette opération a permis à l'Alliance de mesurer sa solidité et la solidarité entre ses membres.

Mais le résultat se fait attendre ! Il n'est pas encore acquis, mais la prise en charge progressive de la sécurité de régions de plus en plus nombreuses par l'armée afghane pousse à l'optimisme. Il revient désormais aux plus de 300 000 soldats et policiers afghans que nous avons formés de prendre progressivement le relais, l'Otan et la communauté internationale restant bien évidemment en soutien. Je n'ai pas la candeur de croire que nous allons instantanément créer une ambiance de canton suisse, mais je pense que les progrès seront suffisants pour entrer dans un cercle vertueux d'apaisement.

En quoi cette guerre a-t-elle fait progresser l'Otan ? Une guerre n'est jamais en soi un progrès. Pour autant, si des avancées au plan militaire devaient être retenues, je soulignerais que c'est le premier engagement de l'Alliance aussi loin de ses bases, avec autant de moyens, aux côtés d'autant de pays non-membres. Il n'y a pas de vecteur de transformation plus efficace que les opérations en cours. L'Afghanistan en est une parfaite illustration.

Par exemple ? Il est intéressant de voir comment, depuis dix ans, les forces sur le terrain ont su varier leurs modes d'action pour faire face à la menace des bombes artisanales qui tuent aveuglément plus de civils que de militaires. L'Alliance a appris à réagir vite, à s'adapter à un environnement humain atypique en dosant la force de ses engagements et en développant une véritable "approche globale" alliant les actions militaires à celles d'autres acteurs. Chacun a pu déployer ses savoir-faire et s'enrichir de ceux de ses partenaires. C'est surtout sous cet angle que je vois les bénéfices de l'opération, dont le mérite revient principalement au courage, au professionnalisme et à l'abnégation de tous les soldats alliés et partenaires engagés. Je pense en

particulier avec émotion à ceux qui y ont laissé la vie ou y ont été blessés.

L'image de l'armée française a-t-elle évolué aux yeux des Américains depuis le retour de la France dans les structures militaires intégrées de l'Otan, ou n'est-ce pas plutôt un effet de notre participation à la guerre d'Afghanistan et aux opérations en Libye ? C'est évidemment un ensemble. Dans toute coalition, l'efficacité repose d'abord sur la confiance mutuelle entre les partenaires et sur la crédibilité de leur engagement. Nous avons avec l'armée américaine des liens forts tissés par presque deux cent cinquante ans d'histoire commune. Les militaires américains reconnaissent la valeur du soldat français sur le terrain et ont toujours apprécié de travailler à ses côtés. Plus généralement, en réintégrant la structure de commandement, l'armée française a renforcé la confiance et sa légitimité aux yeux des alliés. Les Américains, que je côtoie au quotidien à tous les niveaux, sont sensibles à notre volonté de faire bouger les lignes, cohérente avec la crédibilité de notre engagement opérationnel.

Et votre regard sur l'armée américaine ? Je souligne son efficacité et sa capacité à se remettre en cause. Je constate également un lien armée-nation extrêmement fort. Quand les militaires se déplacent en uniforme, il n'est pas rare qu'on les aborde dans la rue pour les remercier de leur action.

Votre propre regard sur l'Otan a-t-il changé depuis votre nomination à ce poste de haute responsabilité ? J'ai déjà servi à l'Otan il y a une dizaine d'années et je constate qu'elle reste une organisation militaire unique, apte à la fois à assurer avec efficacité la protection des populations des vingt-huit pays membres et à intervenir sous mandat international. Elle démontre aujourd'hui sa capacité à se réformer et à se transformer, réduisant par exemple d'un tiers sa structure militaire de commandement. Dans un monde marqué par la globalisation des défis, y compris dans le domaine de la sécurité, elle offre un cadre d'action collective plus pertinent que jamais. Elle mériterait donc largement d'être mieux connue par les quelque 900 millions de citoyens qui lui confient leur sécurité. Vous imaginez un réseau social de cette taille ? *Propos recueillis*

par **Frédéric Pons**

À lire également sur valeursactuelles.com :

Armées : mise en garde après la Lybie, par Frédéric Pons

Photo © AFP

Le général Puga à Norfolk ?



Le chef d'état-major particulier du président de la République (cemp) Benoît Puga pourrait quitter son poste dans les prochains mois pour être nommé au poste prestigieux à l'Otan, celui de SAC-T (*Supreme Allied Command - Transformation*) à Norfolk (Etats-Unis). Il y succéderait au général (air) Stéphane Abrial, en fonction depuis septembre 2009.

SAC-T est l'un des deux grands commandements de l'Alliance atlantique et il a été attribué à la France, après son retour dans l'organisation militaire intégrée de la France.

Né en 1953, comme l'amiral Edouard Guillaud, il ne peut donc espérer lui succéder normalement au poste convoité de chef d'état-major des armées - ce qui est généralement le cas du chef d'état-major particulier. Cette nomination serait pour lui une porte de sortie par le haut, d'autant qu'il a tissé des liens étroits avec les milieux militaires américains à ces postes précédents (COS, sous-chef opérations, DRM).

Un autre officier est candidat à ce poste, l'amiral Xavier Païtard, représentant militaire de la France auprès de l'Otan et de l'Union européenne. Toutefois, il ne semble pas être aujourd'hui en position de favori.

Le général de Bavinchove, nouveau chef d'état-major de l'ISAF

8 novembre 2011 – 17:39



Le 1er novembre dernier, le général Olivier de Bavinchove, qui est actuellement le patron de l'Eurocorps, a pris les fonctions de chef d'état-major de la Force internationale d'assistance à la Sécurité (ISAF), commandée par le général américain John Allen. Il a remplacé, à cette fonction, un autre militaire français, à savoir le général Gilles Fugier, dont la mission à Kaboul aura duré près de 15 mois.

Saint-Cyrien, âgé de 55 ans, le général de Bavinchove a notamment commandé le 1er Régiment de Hussards Parachutistes (RHP), avant d'être nommé sous-directeur du recrutement de l'armée de Terre. Il a également occupé les fonctions de chef d'état-major du contingent français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) et de commandant de l'Etat-major des forces n°1 de Besançon.

L'arrivée du général de Bavinchove précède celle de 300 militaires de l'Eurocorps, qui arriveront à Kaboul à partir de janvier prochain pour armer l'état-major de l'ISAF. Ils prendront ainsi en charge l'ensemble des opérations tactiques de la coalition.

La période 2012-2013 s'annonce chargée, avec le transfert progressif de la responsabilité de la sécurité aux forces de sécurité afghanes et la poursuite du retrait des forces de l'Otan, ce qui suppose une réorganisation des structures de commandement et le redéploiement des unités de combat.

Un eurodéputé pessimiste sur l'avenir de la PSDC

Publié le 9 novembre 2011 par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) Membre de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, Ioan Mircea Pascu n'a pas caché, à Berlin, son pessimisme sur « *L'avenir de la politique de sécurité et de défense commune* ». « *La crise a amené la menace plus proche de nous, à un moment où*

nous commençons à être plus égoïste et plus tournés vers nos problèmes internes. Je pense que nous devrions revoir l'importance des menaces traditionnelles, comme les agressions, et porter davantage l'attention sur des menaces plus sophistiquées telles que les cyber-attaques, les changements climatiques ou autres. » a-t-il expliqué aux auditeurs du 10e Congrès de la politique européenne de sécurité et de défense.

La lumière d'une étoile qui meurt

Pour l'eurodéputé socialiste, la « *Politique européenne de sécurité et de défense est née en réponse aux faiblesses de la réponse européenne en ex-Yougoslavie. Puis nous avons voulu faire jeu égal avec l'OTAN et non pas un outil pour nos véritables défis. Et les outils que nous planifions d'aujourd'hui semblent de moins en moins pertinents pour les problèmes auxquels nous faisons face maintenant. Et, nous sommes maintenant au milieu d'une crise profonde et persistante* ». Pour Ioan Mircea Pascu « *Le déploiement actuel impressionnant, en particulier en Afghanistan, semble être la lumière d'une étoile qui meurt, si elle n'est pas déjà morte* » explique-t-il. « *La mission de lutte contre la piraterie dans l'océan Indien peut être interprétée plutôt comme un substitut au manque d'enthousiasme dans le traitement de la source du problème, qui est à terre. La Libye, qui était un test parfait pour la sécurité et de défense commune, a été la manifestation d'un intérêt inégal des États membres et a démontré la difficulté à atteindre même une position commune minimale, si proche de nos frontières.* » Fermez le ban

Décès du commandant Roger Faulques, une figure de la Légion étrangère

7 novembre 2011 – 12:33

Le commandant Roger Faulques, une figure de la Légion étrangère pendant la période des guerres d'Indochine et d'Algérie, s'est éteint le 6 novembre, à Nice, à l'âge de 86 ans.

Né le 14 décembre 1924, Roger Faulques prend les armes en 1944 au sein des Forces françaises de l'Intérieur (FFI). Il obtient une première citation pour sa conduite devant l'ennemi. Promu caporal, il intègre une école d'officier avant d'être affecté, en 1946, au 1er bataillon du 3ème Régiment Etranger d'Infanterie (REI) avec les galons de sous-lieutenant.

En 1948, il prend part aux combats de Phu Tong Hoa, en Indochine. Déjà titulaire de 5 citations, le jeune officier y obtient la Légion d'Honneur. Il n'a que 23 ans. Gravement blessé au moment [de l'affaire de la RC-4](#), après avoir rejoint le 1er Bataillon Etranger Parachutiste, il est fait prisonnier par le Viet-Minh, qui le rend presque mourant aux autorités françaises.

Après être retourné en Indochine en 1953, il obtient le commandement d'une compagnie du 1er BEP (qui deviendra le 1er REP) au moment des opérations en Algérie. Officier renseignement de cette unité, alors dirigée par le colonel Jeanpierre, il porte de rudes coups au FLN pendant la bataille d'Alger. Il est par la suite affecté au 2ème REP à partir du 1er octobre 1959 en qualité de commandant en second.

Mais alors que l'armée est sur le point d'être secouée par le putsch des généraux d'Alger, le commandant Faulques est mis en disponibilité par le ministre des Armées de l'époque, Pierre

Messmer, pour apporter un discret soutien à la rébellion katangaise, animée par Moïse Tshombé à partir de décembre 1960. Dans cette affaire, l'on retrouve notamment le nom du colonel Trinquier, le théoricien de la guerre subversive.



Pour aider la rébellion katangaise, des mercenaires français vont être recrutés. L'on parle alors des « affreux ». Ces soldats de fortune, commandés par Faulques, vont opposer une vive résistance, en décembre 1961, contre les forces des Nations unies envoyées au Katanga, une riche province de l'ancien Congo belge. Le 21, un cessez-le-feu est signé, et l'officier mis en disposition revient en France.

Deux ans plus tard, des mercenaires français sont envoyés au Yémen, grâce à des fonds du MI-6, le service secret britannique. Le commandant Faulques s'occupera, à Paris, de la base arrière de l'opération, confiée à un certain Bob Denard. On retrouve les deux hommes au moment de l'affaire du Biafra.

Après ces histoires, on n'a plus vu le commandant Faulques, sauf à l'occasion de la fête de Camerone, célébrée par la Légion étrangère tous les 30 avril. En 2010, cependant, un honneur particulier lui a été fait puisque c'est à lui qu'est revenu le soin de porter la main du capitaine Danjou, l'officier qui commanda les légionnaires lors de cette bataille mémorable au Mexique, en présence du chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), qui était à l'époque le général Irastorza, et d'Hubert Falco, alors secrétaire d'Etat aux Anciens combattants.

Le commandant Roger Faulques était grand officier de la Légion d'Honneur et notamment titulaire de la Croix de guerre des TOE et de la Croix de la Valeur Militaire. Roger Faulques. Résistant, légionnaire, parachutiste, officier. Rayé des cadres. Puis mercenaire. Belle aventure qui s'est terminée à Nice, dimanche matin, vers 4h. Ses obsèques auront lieu à Nice, dans l'après-midi du 9 novembre.

06.11.2011

La croix de la Valeur militaire va être remise à douze unités dont le 2e Rima (Le Mans) et la flottille 12F (Landivisiau)

Le drapeau du 2e Rima va-t-il accueillir une nouvelle décoration? Son drapeau est déjà décoré de la Légion d'honneur, de la croix de la Libération, de la croix de guerre 14-18 avec 4 palmes, de la croix de guerre 39-45 avec 2 palmes, de la fourragère aux couleurs du ruban de la

médaille militaire avec olives aux couleurs des croix de guerre 14-18 et 39-45 et depuis le 18 juin 1996 à celle aux couleurs de la croix de l'ordre de la Libération.



Le régiment sarthois va être décoré d'une croix de la Valeur militaire (au titre de l'Afghanistan) qui serait remise dans les semaines qui viennent (novembre ou décembre). A Champagné, on reste très discret sur cette éventuelle mesure. Le régiment prépare, pour le 9 novembre, une cérémonie du souvenir qui va associer les militaires d'active et l'amicale du 2e Rima.

Une croix de la Valeur militaire? A la différence des croix de guerre, aucune unité n'a reçu de VM. Les conditions d'attribution devaient donc être modifiées puisque le décret 56-1048 qui instaure cette décoration précise que la "croix dite de la Valeur militaire (est) destinée à distinguer individuellement les personnels de la défense, civils et militaires, ayant accompli une action d'éclat, hors du territoire national, au cours ou à l'occasion de missions ou d'opérations extérieures." Cette modification a été réalisée, le chef de l'Etat ayant indiqué qu'il entendait récompenser les unités qui se sont distinguées en opex.

Le 2e Rima sera-t-elle la première unité de l'armée de terre à recevoir une telle décoration? Une des premières en tout cas, puisque onze autres unités vont recevoir cette croix le 11 novembre à Paris. Des unités de la Marine vont ainsi bénéficier de cette mesure comme en témoigne le message du CEM de la Royale (lire ci-dessous) qui devrait remettre des croix de la Valeur militaire à trois unités: la 12F de Landivisiau, le PA *Charles de Gaulle* et le BPC *Tonnerre*.

M MARINE PARIS

TO AIG 2132

BT

NON PROTEGE

MCA CEREMONIE

NMR/0010 NP 2710 CEMM/CAB - GNM 0268/11

OBJ/RECOMPENSES UNITES

TXT

TOUS MARINE NATIONALE

PRIMO/

POUR REpondre A LA VOLONTE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE RECONNAITRE LES MERITES DES UNITES S'ETANT DISTINGUEES LORS DE L'ANNEE ECOULEE SUR LES THEATRES D'OPERATIONS EXTERIEURES, LA COMMISSION DES EMBLEMES A PROPOSE AU MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS D'OUVRIR, PAR DECRET, LA POSSIBILITE DE DELIVRER DES CITATIONS COLLECTIVES AVEC ATTRIBUTION DE LA CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE. A L'INSTAR DE CE QUI EXISTE POUR LES CROIX DE GUERRE, LA CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE SERA EPINGLEE SUR LES DRAPEAUX, ETENDARDS ET FANIONS DES UNITES CITEES. ELLE POURRA DONNER LIEU A L'ATTRIBUTION D'UNE FOURRAGERE QUI SERA ATTRIBUEE A UNE UNITE AYANT OBTENU AU MOINS DEUX CITATIONS A L'ORDRE DE L'ARMEE POUR UN MEME THEATRE.

SECUNDO/

SUR MA PROPOSITION, LES UNITES SUIVANTES SERONT RECOMPENSEES LE 11 NOVEMBRE A L'ARC DE TRIOMPHE : LA FLOTILLE 12F, LE PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE, AU TITRE DES OPERATIONS PAMIR ET HARMATTAN, AINSI QUE LE BATIMENT

DE PROJECTION ET DE COMMANDEMENT TONNERRE, AU TITRE DES OPERATIONS LICORNE ET HARMATTAN.

TERTIO/

D'AUTRES UNITES QUI SE SONT ILLUSTRÉES SUR LES THEATRES D'OPERATIONS SERONT RECOMPENSEES DANS UN DEUXIEME TEMPS, AVANT LA FIN DE L'ANNEE, AU COURS DE CEREMONIES ORGANISEES EN REGION ET QUE JE PRESIDERAI. IL S'AGIT DE LA FREGATE COURBET, DU PATROUILLEUR DE HAUTE MER LIEUTENANT DE VAISSEAU LAVALLEE ET DU SOUS-MARIN NUCLEAIRE D'ATTAQUE AMETHYSTE, AU TITRE DE L'OPERATION HARMATTAN, DU COMMANDO JAUBERT, AU TITRE DE L'OPERATION PAMIR, ET DE LA FLOTILLE 23F, AU TITRE DES OPERATIONS LICORNE ET HARMATTAN.

QUARTO/

PLUSIEURS AUTRES UNITES SE SONT EGALEMENT COMPORTEES DE FACON REMARQUABLE AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE. CETTE PREMIERE LISTE N'EST DONC PAS EXHAUSTIVE. L'ETAT-MAJOR DE LA MARINE S'EMPLOIERA A L'ETENDRE LORS DE TRAVAUX QUI DEBUTERONT EN DEBUT D'ANNEE PROCHAINE.

AMIRAL BERNARD ROGEL

Opérations extérieures : salut à nos volontaires

Frédéric Pons le jeudi, 10/11/2011 dans [Société](#)



La célébration de ce vendredi marque désormais l'hommage de la nation à ses "soldats morts pour la France" dans toutes les guerres, jusqu'à ceux des opérations extérieures récentes.

La génération des poilus – appelée aussi "première génération du feu" – s'est éteinte cette année. Mais le "monde combattant" se renouvelle, au fil des opérations extérieures (Opex) menées depuis plus de quarante ans, du Tchad à l'Afghanistan, en passant notamment par les Balkans, le Liban, le Cambodge, la Côte d'Ivoire ou la Libye.

Cette "quatrième génération du feu" ne cesse de se renforcer. Ces soldats, encore en activité ou retournés à la vie civile, et les unités engagées sur les différents théâtres d'opérations seront honorés par Nicolas Sarkozy, ce 11 novembre à l'Arc de triomphe. La cérémonie prévue est inédite. Trente-six unités des trois armées, de la gendarmerie, du service de santé et du service des essences ont été désignées pour recevoir la fourragère de la croix de la Valeur militaire. Jusque-là, cette décoration n'était accordée qu'à titre individuel, pour témoigner d'un comportement exemplaire. Douze drapeaux, fanions ou étendards seront présents sur la place Charles-de-Gaulle, face au chef de l'État, avec leur chef de corps et leur garde d'honneur. L'autre innovation de ce 11 novembre 2011 est l'hommage national qui sera rendu aux vingt-quatre soldats "morts pour la France" en 2011, le "millésime" le plus meurtrier pour nos armées depuis le Liban, en 1983. Leur nom sera rappelé, solennellement, devant le président de la République, entouré des familles de ces jeunes militaires ayant fait le sacrifice de leur vie pour accomplir leur mission.

Il fallait rattraper quelques erreurs ou maladroites

Pourquoi tant de sollicitude, aujourd'hui, de la part du chef de l'État ? « *C'est une année particulière avec beaucoup de morts en opérations*, explique Marc Laffineur, secrétaire d'État à la

Défense. *Les associations attendaient aussi cet hommage. Nous avons des demandes.*

» L'année électorale n'est sans doute pas étrangère à cette attention particulière portée au "monde combattant" qui représente cinq millions de personnes (dont 400 000 militaires en activité). Il fallait aussi rattraper quelques erreurs ou maladroites commises par Nicolas Sarkozy au début de son quinquennat, qui avaient tant choqué les armées.

« *Depuis les dix morts d'Ouzbine, en 2008, et après une ou deux prises d'armes un peu prises à la légère, le président a corrigé le tir* », confirme un officier, familier du sérail politico-militaire. L'arrivée à la tête de son état-major particulier du général Benoît Puga, un opérationnel reconnu pour ses états de service et sa forte personnalité, n'est pas étrangère à cette correction de cap. « *L'important c'est de garder la mémoire*, insiste Marc Laffineur. *À travers cet hommage aux opérations extérieures, nous rappelons le poids de la France dans le monde et le fait que notre pays reste porteur de valeurs.* »

L'idée de cet hommage particulier aux soldats des Opex date en réalité de 2008. Les projets ont avancé, à partir des recommandations du rapport du professeur André Kaspi sur la journée des Anciens Combattants, remis en 2008, et du rapport que le général Bernard Thorette vient de remettre à Gérard Longuet, le ministre de la Défense, sur la nécessité de dédier un monument national aux 616 soldats morts dans les opérations extérieures depuis la fin de la guerre d'Algérie : « *Il y avait une demande, les choses ont mûri, c'est le moment* », dit-on à la Défense.

Dans son rapport, la commission Kaspi avait indiqué le chemin à suivre : « *Les commémorations publiques ou nationales sont trop nombreuses. Elles atteignent aujourd'hui le nombre de douze, soit deux fois plus qu'en 1999. Leur nombre pourrait encore augmenter dans les années à venir. Ce qui entraîne une désaffection et une incompréhension de la part d'une très grande majorité de la population, un affaiblissement de la mémoire collective, des particularismes qui vont à l'encontre de l'unité nationale.* »

Le choix qui vient d'être fait clarifie donc la situation. Le 11 Novembre permettra maintenant de commémorer les morts du passé et du présent. Le 8 Mai est maintenu pour marquer la victoire sur le nazisme et le 14 Juillet pour célébrer la fête nationale. Les autres dates deviendront des commémorations locales ou régionales.

En septembre, aux Invalides, dans son émouvant adieu aux armes, **le général Elrick Irastorza**, alors chef d'état-major de l'armée de terre, avait souhaité plus de considération de la nation pour saluer le courage, l'enthousiasme, la volonté, la camaraderie de ses "volontaires" pour les Opex : « *Dans ce domaine, j'ai relevé que l'on passait assez étonnamment de l'indifférence affective à la frilosité compassionnelle et je m'interroge parfois sur notre capacité à faire face, collectivement, aux vicissitudes de l'Histoire. Je regrette qu'au moindre revers de fortune les polémiques viennent affaiblir la parole de la France et la force de ses armes.* »

Évoquant les pertes récentes au combat, il avait rappelé cette triple obligation pour notre pays : « *Honorer nos morts, surmonter nos peines et repartir de l'avant. Nos monuments aux morts... témoignent de cette capacité de résistance de notre pays.* » D'où l'importance, à ses yeux, de ce futur monument à la mémoire de nos soldats tués en Opex : « *Il prolongera cet indispensable témoignage et entretiendra cette flamme qui ne doit pas s'éteindre et qui s'appelle le patriotisme.* »

Vigilant, le vieux soldat avait aussi adressé cette mise en garde à la nation et à ses décideurs : « *La mission est la clé de voûte de notre vocation de soldat ; son accomplissement peut exiger le sacrifice de la vie. À ces deux titres, elle est deux fois sacrée et devra le rester... Si d'aventure cette dimension sacrée venait à s'effiloche au fil des ans, notre métier deviendrait moralement inconsistant et nous serions alors bien incapables de donner du sens à l'engagement de nos soldats et moins encore à leur sacrifice. Ce jour-là, faute d'armée motivée, bref faute d'armée tout court, la voix de la France ne pèserait plus grand-chose.* » Frédéric Pons

Un 11-novembre qui détonne

L'insoutenable suspense est levé sur le 11-novembre prochain, avec la publication de l'agenda présidentiel ce jour-là. Il y aura bien, comme ce blog l'a expliqué des remises de décorations collectives à un nombre réduit d'unités (1). Le président entend rendre aussi hommages aussi

bien aux morts de 14-18 qu'aux soldats qui ont péri depuis le 11 novembre dernier.

Soit 25 militaires, si on en reste qu'à l'Afghanistan (2) :

17.12.2010 : CBA **Benoît Dupin**, (34 ans), 2e REG/BG Allobroges.

18.12.2010 : maître **Jonathan Lefort** (28 ans), Commando Trépel/GFS Jehol.

8.01.2011 : SGT **Hervé Guinaud**, RICM/BG Richelieu.

19.02.2011 : CCH **Clément Chamarier**, 7e BCA/BG Allobroges.

24.02.2011 : ADC **Bruno Fauquembergue**, CFT/NCC.

20.04.2011 : CCH **Alexandre Rivière** (23 ans), BG Richelieu/2e RIMa.

10.05.2011 : CPL **Loïc Roperh** (24 Ans), 13e RG/DOIP.

18.05.2011 : 1CL **Cyril Louaisil** (24 ans), 2e RIMa/BG Richelieu.

1.06.2011 : SGT **Guillaume Nunes-Patego** (30 ans), 17e RGP/BG Raptor.

10.6.2011 : CCH **Lionel Chevalier**, 35e RI/BG Raptor.

11.6.2011 : LTN **Matthieu Gaudin**, 3e RHC/TF Mousquetaire.

18.6.2011 : CPL **Florian Morillon** (21 ans), 1er RCP/BG Raptor.

25.06.2011 : CCH **Cyrille Hugodot** (24 ans), 1er RCP/BG Raptor.

11.07.2011 : BCH **Clément Kovac**, 1er Chasseurs/BG Quinze Deux.

13.07.2011 : SGT **Sébastien Vermeille** (Sirpa Terre Images Lyon), CPT **Thomas Gauvin** (27 ans), 1er RCP/BG Raptor ; ADC **Laurent Marsol** (35 ans), 1er RCP/BG Raptor : ADC **Emmanuel Techer** (17e RGP/BG Raptor), ADC **Jean-Marc Guéniat** (17e RGP/BG Raptor). 14.07.2011 : maître **Benjamin Bourdet** (Commando Jaubert/GFS Jehol).

7.08.2011 : CCH **Kisan Bahadur Thapa** (30 ans), 2e REP et CPL **Gerhardus Jansen** (24 ans), 2e REP.

12.08.2011 : SGT **Facrou Housseini Ali**, BG Quinze-Deux/19e RG.

14.08.2011 : CPT **Camille Levrel** (36), BG Quinze-Deux/152e RI.

7.09.2011 : CPT **Valéry Tholy**, 17e RGP/BG Raptor.

Un second maître de la marine, **Théophile Hoata**, basé sur le Georges-Leygues, est aussi mort en opérations dans la nuit du 4 au 5 juillet.

Le président recevra ensuite à l'Élysée les familles des morts en opérations.

Dans l'après-midi, il inaugurera le musée de la grande guerre à Meaux, et se recueillera devant la croix commémorant **Charles Peguy**, qui a perdu inopinément un "u" dans le communiqué de la présidence.

(1) qui le méritent toutes, mais un rabiote n'aurait pas été indécent, même si, on nous le redira demain, c'est la crise mon bon monsieur, etc, etc, etc.

(2) notons que tous les militaires n'ont pas, étrangement, été portés au grade supérieur, si on se réfère à cette liste que j'ai actualisé par rapport à une date officielle. Et n'oublions pas, non plus, que la plupart de ces hommes avaient des familles, et des enfants. L'un de ces derniers, né après la mort de son père, ne le connaîtra jamais.

11 novembre: 12 unités et formations décorées de la croix de la Valeur militaire

J'avais annoncé dans un post du 6 novembre (cliquer [ici](#) pour y accéder) que douze unités, bâtiments et formations des armées allaient être décorés, le 11 novembre, de la croix de la Valeur militaire, avec citation à l'ordre de l'armée. En voici la liste:

- 12e régiment de Cuirassiers
- 1er RHC
- escadron 3/3 Ardennes
- escadron 1/99 Gascogne
- escadron 1/67 Pyrénées
- 7e BCA
- 1er RCP
- fottille 12F
- le PA *Charles de Gaulle*
- le BPC *Tonnerre*
- le groupement blindé de gendarmerie mobile de Satory
- l'hôpital d'instruction des armées Percy de Clamart.

Les drapeaux, étendards et fanions, avec leur garde, le chef de corps et un détachement seront réunis au pied de l'Arc de Triomphe pour la remise de décoration.

Outre ces douze unités, bâtiments et formations qui seront décorés pendant la cérémonie du 11-Novembre, à Paris, 24 autres croix de la Valeur militaire vont être attribuées dans les semaines qui viennent, toujours collectivement, à des régiments de l'armée de terre, des escadrons de l'armée de l'air, des flotilles de l'aéronavale, des bâtiments de la marine qui ont été engagés dans des opex au cours de l'année 2011...

Parmi ces unités, vont figurer le 2e Rima du Mans, le commando Jaubert de Lorient, la flottille 23F de Lann-Bihoué et l'avisos *LV Lavallée* de Brest.

11-Novembre: l'histoire des six frères Ruellan, morts pour la France

Paru dans Ouest-France, ce matin. Les frères Ruellan étaient dix; six sont morts pour la France au cours de la Grande Guerre. Ces enfants de notables malouins étaient religieux, commerçants, officier des zouaves; l'un vivait en Uruguay, l'autre aux USA et tous deux répondent à l'appel des armes... Six tombent au champ d'honneur. Un livre vient de sortir, qui retrace les itinéraires de ces "martyrs" comme l'écrivait Louis, visiblement imprégné des écrits de Péguy, qui ne cachait pas sa "fierté d'être jugé digne de mourir au pays de si pures victimes".

Les six frères Ruellan, martyrs de 14-18

Hasard. Marc Jean, responsable des Archives municipales de Saint-Malo, découvre le destin de la famille Ruellan en mettant à jour la liste des soldats morts au combat. Il découvre que six de ses dix fils partis aux combats ont été tués pendant la guerre 14-18. « J'ai interrogé tous mes collègues, recoupé plein d'informations. Je suis sûr que c'est la fratrie la plus touchée de France », indique le Malouin, qui ne voit aucune forfanterie à tirer de ce triste record.

Lettres. Yvon, un des petits-fils, a confié à Marc Jean un recueil. Ce grand livre de cuir vert retrace ces années de guerre dans les tranchées et à Saint-Malo, à travers les lettres et commentaires des Ruellan. L'archiviste en a fait un livre.

Engagement. Les Ruellan sont des notables. Le père est armateur à Saint-Malo. Les treize frères et sœurs sont élevés dans la foi en Dieu et la patrie inébranlable. En 1914, ils s'engagent tous sans hésiter. Malgré leur bonne situation, leur âge, leurs enfants à charge. Julius, le curé, aurait pu aussi se planquer à l'arrière. Stanislas revient des USA où il était parti faire fortune, André d'Uruguay. Bernard arrive d'Algérie dans l'uniforme des Zouaves.

Paroles. Les treize enfants correspondent. « J'ai fait le sacrifice de ma vie en demandant au bon Dieu de me



Xavier, Charles, Julius, Yvonne, Auguste, André, Henri, Bernard, les parents, Berchmans et Madeleine Ruellan, réunis à Saint-Malo, en 1903.

prendre de préférence à mes frères mariés », écrit Bernard à Louise, avant de recevoir une balle en 1915. À la mort d'Henri, Louis confie : « Un martyr de plus dans la famille. Comme c'est dur, mais quelle fierté d'être jugé digne de fournir au pays de si pures victimes. »

Mémoire. Julius, Berchmans, André et Louis meurent aussi. Xavier, gazé à Verdun, succombe quelques années plus tard. Une rue porte leur nom à Saint-Malo, dès 1919. Le 11 novembre 1938, l'Éducation nationale communique dans toutes les écoles : « Enfant de France, n'oublie jamais les dix frères Ruellan. » La nouvelle guerre balayera leur souvenir.

Avenir. Faut-il de nouveau évoquer ces héros dans les écoles de France ? « Ce sont de bons symboles pour parler de la guerre aux nouvelles générations », analyse Marc Jean. Si la notion de sacrifice, de patrie, sonnent moins aux oreilles actuelles qu'il y a un siècle, l'humanité de ces héros touche toujours.

Karin SOULARD.

Les dix frères Ruellan, héros et martyrs, Éditions Cristal, 270 pages. 22,70 €.

- Ce soir, à 20 h 30, l'Espace Ouest-France organise, à Rennes, une soirée sur « La Grande Guerre, que reste-t-il des Poilus dans nos familles ? »

Nouvelles coupes en vues, Balardgone ciblé

Petites indiscretions, alors que le ministre de la défense était attendu, vers 17 heures, à la commission de défense de l'assemblée nationale, avant la mise au vote du budget, demain. Le projet de budget 2012 pourrait faire l'objet de 260 MEUR de coupes, information qui n'a pas encore fait l'objet de commentaires du ministère : le ministre devrait livrer des détails à ceux qui voteront -ou pas- ces petits imprévus : les députés eux-mêmes.

La gauche aurait également déposé un ou plusieurs amendements pour bloquer le projet de Balardgone. C'est un travail délicat d'acrobate que nous faisons : tous les intéressés par ces

nouvelles sont désormais reclus, pour des dizaines de minutes, dans un sous-sol de l'assemblée...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/08/2011 05:33:00 PM](#)

Budget de la Défense : Le coup de rabet sera finalement de 167 millions d'euros

9 novembre 2011 – 23:12

Le projet de budget de la Défense pour 2012 a été adopté le 9 novembre par l'Assemblée nationale. Conformément à ce qui avait été annoncé, son niveau sera moindre que prévu puisqu'il sera finalement amputé de 167 millions d'euros, alors qu'il a été question, la veille, d'une baisse de 285 millions d'euros.

Ainsi, le ministère de la Défense devrait bénéficier d'un budget de 31,5 milliards d'euros (hors pensions). Les réductions de crédits concernent en premier lieu le programme « Equipement des forces », à hauteur de 102,3 millions d'euros. Selon le gouvernement, cette somme devrait être partiellement compensée par les recettes exceptionnelles tirées de la vente du 2e lot de fréquences hertziennes.

Par ailleurs, 30 millions d'euros seront économisés sur le financement d'opérations d'infrastructures et les crédits du programme « préparation et emploi des forces » seront diminués de 25 millions. Une partie des 10 millions d'euros restants seront pris sur la subvention de 6,2 millions d'euros accordée à Djibouti.

Si l'on considère d'autres pays européens, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, où les dépenses militaires ont significativement diminué, le budget français de la Défense s'en tire plutôt bien. Cela étant, et même si le ministre de la Défense, Gérard Longuet, assure que ce coup de rabet ne provoque pas « une rupture avec la loi de programmation militaire », il n'en reste pas moins qu'il sera compliqué de respecter cette dernière et que les efforts de rationalisation imposés depuis 2008 laissent planer des incertitudes sur l'avenir. Et il est clair que si de nouvelles coupes devaient être imposées, il ne restera plus aux forces armées qu'à tailler dans l'os.

Le budget 2012 de la Défense ne progressera pas autant que prévu

9 novembre 2011 – 9:09

Dans le cadre du plan de rigueur « le plus dur depuis 1945 » élaboré pour réduire les déficits publics, le Premier ministre, François Fillon, a annoncé, le 7 novembre, une dizaine de mesures qui vont à l'accélération de la mise en oeuvre de la réforme des retraites, l'augmentation de la fiscalité directe et indirecte de manière ciblée ainsi que la révision à la baisse des budgets de certains ministères.

L'on s'attendait à ce que celui de la Défense soit touché. Et ce sera manifestement le cas. En effet, [selon le quotidien Le Télégramme](#), il est question d'une économie de 285 millions d'euros supplémentaires pour le budget 2012, lequel [avait été pourtant annoncé en progression](#) en septembre dernier, grâce aux recettes exceptionnelles dues aux ventes de fréquences hertziennes et de biens immobiliers.

Ce montant, qui efface en partie les 480 millions d'euros de hausse initialement prévus, a été révélé par le ministre de la Défense, Gérard Longuet, lors d'une audition devant la Commission de la Défense et des Forces armées de l'Assemblée nationale, le 8 novembre.

A propos du Palais-Bourbon, et qu'il soit permis d'ouvrir une parenthèse que certains trouveront certainement démagogique (mais tant pis), il est tout de même assez singulier que les députés de tous bords aient refusé la proposition de l'un des leurs, Lionel Luca (UMP, droite populaire) consistant à baisser de 10% leurs indemnités parlementaires, ce qui aurait permis d'économiser 5 millions d'euros. Pour le parlementaire Yes Cochet (Europe Ecologie-Les Verts), cette mesure est « anecdotique » eu égard aux enjeux de la dette et du déficit.... Anecdotique, peut-être... mais symbolique, sûrement... Bref, fermons la parenthèse.

Quoi qu'il en soit, si les 285 millions d'euros d'économies sont confirmés, ce qui représente grosso modo le montant des surcoûts générés par l'opération Harmattan en Libye (entre 300 et 350 millions), il faudra trouver les dépenses sur lesquelles il sera possible de rogner.

Les nouvelles restrictions pourraient ainsi viser les études opérationnelles, les budgets des écoles, le fonds de restructuration des territoires, mais aussi et surtout les dépenses de maintien en condition opérationnelle (MCO) des matériels. Or, sur ce dernier point, il y a de quoi nourrir de réelles inquiétudes compte tenu du fait que les équipements ont été énormément sollicités au cours de ces derniers mois à cause des opérations extérieures (Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, Liban, Kosovo).

Pour rappel, le budget du ministère de la Défense et des Anciens combattants a déjà été sollicité dans le cadre la lettre rectificative au projet de loi de finances rectificatives pour 2011, pour contribuer à hauteur de 230 millions d'euros au paiement de l'amende concernant l'affaire des frégates de Taïwan.

"On était à l'os, on a dépassé l'os..."



Inquiet, comme bien des députés de la commission de défense, **Jean-Claude Viollet** (photo Assemblée nationale), rapporteur (PS) des crédits air, qui lâche cette formule : "on était à l'os, on a dépassé l'os", [une façon imagée de mesurer l'impact des coupes annoncées hier soir par le ministre de la défense](#). Ce spécialiste du MCO est particulièrement inquiet des coupes de 20 MEUR annoncées dans le maintien en conditions

opérationnelles, alors même que "les surcoûts de 2011, liés à Harmattan, impacteront aussi 2012". L'élu charentais constate aussi : "le coût en MCO de l'opération Harmattan est considérable car les avions ont été en l'air pendant sept mois, ne l'oublions pas. En opérations, il est évident qu'on se sert plus de la post-combustion des chasseurs qu'à l'entraînement, il y a donc plus d'usure moteur, par exemple".

"On sait aussi qu'on rencontre déjà des difficultés dans les populations de spécialistes, comme on l'a vu dans Harmattan : mécaniciens des ESTA, armuriers, interprètes-photos, et même des pilotes, puisqu'on a rappelé des abonnés qui travaillent en état-major !". Comment ces carences pourraient être réglées dans un budget dépressif, "qui aura peut-être des suites", augure Jean-Claude Viollet, qui évoque un projet encore discret de "loi de dégagement des cadres".

La mesure du problème pourra éventuellement se prendre dans l'hémicycle, cet après-midi, alors que d'habitude, le vote du budget ne rameute pas les foules. L'élu y sera, lui, pour défendre

notamment un amendement relatif à une étude sur les MRTT, dont le financement -innovant !- se fera par ponction sur le budget destiné à l'OTAN. "J'aide le général **Abrial**, explique le Charentais malicieux, on nous annonce des réductions d'effectifs, de budget, j'anticipe. Et c'est un soutien que j'envoie au président **Sarkozy**, qui a fait rentrer la France dans l'OTAN pour y faire entendre la voix européenne, le MRTT est un très bon exemple" jubile Jean-Claude Viollet.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/09/2011 11:39:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Mais si il l'a dit... et il reviendra mardi pour la suite

Le ministre de la Défense a livré ce soir quelques détails sur le deuxième coup de rabot qui touche son projet de budget. A ce stade, certains n'excluent même plus un troisième... après le vote du budget.

Ce sont en fait 500 MEUR qui sont passés à la trappe, mais grâce au surcroît de recettes issus des ventes des fréquences, le solde net des coupes est limité à 260 MEUR selon des sources convergentes. Dans ces 500 MEUR, figurent des soustractions au budget de Djibouti (-9 MEUR, de sérieuses menaces semblent aussi peser sur l'hôpital), dans des travaux d'infrastructure (-34 MEUR), dans les budgets des écoles (notamment Polytechnique). Rien, apparemment, sur le budget de la com (100 MEUR par an quand même...).

Le premier coup de rabot net de 185 MEUR se décomposait en 167 MEUR pour le budget défense, 14 pour les anciens combattants, et 4 MEUR sur le budget recherche. Ce sont donc plus de 100 MEUR qui s'y sont ajouté : pour l'instant, on ne semble pas trop savoir sur quoi les imputer...

N'oublions pas non plus la dette que la Défense doit contribuer à payer à Taïwan (une paille) : là non plus, pas de nouvelles sur les postes budgétaires qui vont devoir se serrer la ceinture.

Le ministre doit revenir mardi prochain à la commission de la défense -un record d'assiduité pour un ministre- afin de préciser aux élus -après le vote !- le détail des coupes.

Pour finir cette journée pré-budgétaire -le live, demain, en fin d'après-midi-, un petit focus sur notre sondage de la semaine : 60% de ceux qui ont pris la peine de répondre estiment que c'est l'armée de terre qui va être la plus touchée par les réductions budgétaires. Vous pouvez, bien entendu, vous aussi cliquer.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/08/2011 09:49:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Cérémonie pour l'amitié franco-américaine et la liberté

Lundi, 07 Novembre 2011 16:07

Nicolas Sarkozy et Barack Obama ont présidé une cérémonie commémorant l'amitié

franco-américaine, à Cannes, vendredi 4 novembre 2011.



Elle fut l'occasion de rendre hommage aux militaires, français et américains, qui se sont battus pour la liberté, notamment dans le cadre des opérations en Afghanistan et en Libye.

A l'issue du sommet du G20, qui se tenait à Cannes (Alpes-Maritimes), le président de la République, Nicolas Sarkozy, et son homologue américain, Barack Obama, ont conjointement présidé une cérémonie célébrant l'amitié franco-américaine, vendredi 4 novembre 2011.

Cette cérémonie fut l'occasion, pour les deux présidents, de rendre hommage aux militaires français et américains, et de rappeler leurs sacrifices conjoints en faveur de la paix et de la liberté, de la guerre d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, à la Seconde Guerre mondiale, jusqu'aux opérations en Afghanistan et en Libye.

Dans son allocution, Nicolas Sarkozy a en effet rappelé l'engagement des « soldats d'Amérique et soldats de France, il y a 230 ans, presque jour pour jour, sur les côtes américaines en Virginie » dans la bataille de Yorktown, lors de la guerre d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Ainsi que celles « des centaines de milliers de combattants français et américains » venus se battre à l'occasion des débarquements de Provence et de Normandie, en 1944, lors de la Seconde Guerre mondiale.

Source :EMA

Les soldats ayant combattu en Afghanistan bénéficieront (enfin) de la campagne double

7 novembre 2011 – 16:51

La mesure avait été annoncée en février dernier. Elle est désormais sur le point de devenir réalité. En effet, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a présenté, lors du Conseil des ministres de ce 7 novembre, le décret portant attribution du bénéfice de la campagne double aux militaires en opération en Afghanistan.

Concrètement, six mois passés en Afghanistan correspondront désormais à 18 mois de service. Jusqu'à présent, les militaires déployés sur ce théâtre d'opérations étaient soumis au régime de la campagne simple, c'est à dire qu'un semestre passé là bas, par exemple, donnait droit à six mois de bonification.

Jusqu'à présent, la campagne double ne pouvait être accordée qu'aux militaires ayant pris part à une guerre « déclarée », ce qui n'est pas le cas de l'Afghanistan. Pour prendre en compte l'évolution des engagements de l'armée française, « dans lesquels les soldats peuvent pourtant être exposés à des risques majeurs », il a donc fallu apporter [quelques modifications](#) aux textes.

Ainsi, selon le texte présenté par le ministre de la Défense, le bénéfice de la campagne double sera accordé aux « aux militaires qui ont participé à des actions de feu ou de combat ou ont appartenu à une unité combattante dans le cadre des opérations menées en Afghanistan depuis le 3 octobre 2001 ».

Lourdes pertes pour les insurgés afghans lors d'une attaque contre un poste avancé

10 novembre 2011 – 12:28

Selon Mokhlis Afghan, le porte-parole du gouverneur de Paktika, une province située dans l'est de l'Afghanistan et frontalière avec la zone tribale pakistanaise du Nord-Waziristan, entre 60 et 70 insurgés ont été tués dans la nuit du 8 au 9 novembre, alors qu'ils menaient une attaque contre un poste de combat tenu par les forces américaines et afghanes dans le district de Barmal.

Toujours d'après la même source, les assaillants, probablement venus du Pakistan, étaient armés d'armes légères et de lance-roquettes. Au cours de ce violent accrochage, qui n'a pas causé de perte du côté de la coalition, un appui aérien a été fourni par les appareils de l'Otan.

De son côté, la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), sous commandement de l'Otan, a confirmé cette attaque et a évoqué des « pertes significatives » dans les rangs insurgés, sans donner plus de précisions.

Selon deux responsables des services de renseignement afghans, interrogés [par la BBC](#), les insurgés n'auraient pas pu mener leur attaque « sans l'aide des forces de sécurité pakistanaises ». Et pour un responsable de la police locale, il y aurait eu des « combattants étrangers » parmi les assaillants. « Nous avons écouté leurs conversations radio. Il y avait des interlocuteurs qui s'exprimaient en arabe, tchéchène, ouzbek et ourdou » a-t-il confié à la radio publique britannique.

Le 7 octobre dernier, la coalition avait déjà repoussé des attaques coordonnées contre ses positions situées dans cette province, qui est l'un des bastions du réseau Haqqani, tenu pour responsable des récents attentats qui ont eu lieu à Kaboul. Au moins 25 insurgés furent tués.

Par ailleurs, le même jour, dans la province d'Uruzgan, trois militaires australiens ont été gravement blessés par un insurgé infiltré dans l'armée nationale afghane. Cet incident a précisément eu lieu dans le district de Charmestan, au nord-est de Tarin Kot.

L'assaillant a pu prendre la fuite à bord d'un véhicule. Et il a été décidé de désarmer tous les soldats afghans du secteur et de les assigner dans leur caserne, le temps, sans doute, de faire des vérifications. Il y a deux semaines, trois militaires australiens et un interprète furent tués à Kandahar par un soldat afghan.

Erin, la medics qui a sauvé le GV du 15/2

C'est ce petit bout de femme américaine qui s'est chargé d'extraire, avec un harnais, le blessé du BG 15/2. Elle vient d'avoir les honneurs des Frenchies du 15/2, et de la gazette du RC-East (crédit Spc. Kenneth Spar / 7th SPAD)

Le colonel **Jeand'Heur** l'avait promis, c'est chose faite depuis quelques jours : le BG **Quinze Deux** a remis, fin octobre, une lettre de félicitations à **Erin Gipson**, un Medics de l'US Army qui n'avait pas hésité, le 4 octobre, à venir extraire sous le feu un soldat du bataillon français, pendant l'opération Rapière 2 (1-6 octobre). Le 1ère classe Kevin avait été blessé à la gorge par balle, et



plus d'une heure durant, c'est l'auxsan de cette section de la 1ère compagnie qui l'a tenu à bout de bras, avant l'arrivée d'un médecin français. Le chef de groupe du blessé avait commencé la médicalisation avant l'arrivée de l'auxsan : plus que jamais, la chaîne médicale tactique, revisitée depuis quelques années en Afghanistan, a joué à plein.

L'hélicoptère n'a pu extraire le blessé immédiatement, et c'est Erin Gipson qui est descendue, au treuil, sur un des pics choisi en urgence pour l'extraction, alors que l'état du blessé s'aggravait.

Le "dustoff" d'Erin Gipson a été spécialement choisi pour les équipements médicaux dont il disposait à bord, ce qui explique le délai qu'il a mis pour venir, alors qu'en cas de blessure grave, c'est normalement l'hélicoptère en vol le plus proche qui intervient. Il se

sera déroulé 1h50 entre la blessure et l'évacuation. Evacué en France, le 1ère classe Kevin devrait avoir retrouvé ses foyers à l'heure qu'il est.

La TFLF avait décoré au printemps l'équipage d'un hélicoptère américain qui était venu extraire un équipage français. Plus récemment, c'est un médecin américain qui a littéralement ramené à la vie, à Bagram, un blessé français, grâce à un geste d'une rare précision.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/05/2011 07:36:00 PM](#)

L'armée de terre livre ses consommations

Le député **Jean-Michel Bernard**, rapporteur pour avis des crédits Terre à l'assemblée a eu plus de succès que la presse pour s'approprier les consommations de feu de l'armée de terre en opérations, un chiffre parfois surprotégé au-dessus de la raison.

La preuve, puisqu'on peut désormais les trouver sur internet.

Un tableau assez éloquent évoque l'envolée des consommations de munitions en opex, de 2008 à 2010. Cette première année, le coût des consommation en inventaire s'élevait à 4,74 MEUR (8,01 MEUR en coût de recomplètement), puis de 11,30 MEUR en 2009 (22,44 MEUR), 14,21 MEUR en 2010 (37,96 MEUR) et une estimation de 28,06 en 2011 (89,93 MEUR), l'augmentation étant sans doute liée aux engagements en RCI, en Afghanistan, et en Libye.

Selon nos sources, 200 tonnes de munitions ont été consommées, rien qu'en Afghanistan en 2010, de la 5,56 jusqu'à l'obus de 155 mm.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/07/2011 12:16:00 AM](#) [LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Blessés : de nouveaux chiffres

En 2011, 588 militaires de l'armée de terre ont été blessés en service dont 292 en Afghanistan et 324 (1) dans les autres opérations extérieures selon le député **Jean-Michel Bernard**, rapporteur des crédits Terre, qui se fonde apparemment sur des statistiques fournies par la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (**CABAT**). "Depuis sa création, elle a suivi plus de 5 300 blessés. La moyenne est à présent de 750 blessés par an dont 300 qui nécessiteront un accompagnement dans la durée" constate l'élu, qui appuie aussi sur un point douloureux, mais néanmoins régulièrement souligné par ce blog : "le rapporteur tient néanmoins à souligner le défaut de communication de l'armée de terre sur ses soldats blessés et la prise en charge qu'elle leur offre via la CABAT – et dont elle n'a pas à rougir. Ces soldats, qui le plus souvent souhaitent individuellement rester discrets, méritent collectivement la reconnaissance de la Nation. Tout en les préservant, l'armée de terre pourrait insister sur le travail du service de santé des armées et le dévouement de la CABAT. Un tel discours paraît indispensable pour faire pleinement reconnaître à l'extérieur l'engagement de nos soldats blessés. Ce travail de communication pourrait également s'avérer extrêmement positif pour le moral de leurs camarades en opération et jouer en faveur du recrutement en donnant une bonne image de notre armée, qui sait effectivement s'occuper des hommes et des femmes qui ont choisi de rejoindre ses rangs."

Ce blog ne peut qu'abonder dans ce sens, puisque les rencontres avec les blessés restent très limitées, malgré la promesse du propre ministre de la défense, en juillet, de les faciliter. L'armée se retranche régulièrement derrière la volonté de ne pas entraver la guérison de ses hommes. Les spécialistes, les familles et les blessés eux-mêmes sont souvent d'un avis diamétralement opposé.

(1) bizaremment, l'addition ne coïncide pas avec le total.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/06/2011 08:13:00 PM](#)

La fin sans gloire d'une opération

Publié le [9 novembre 2011](#) par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) L'opération EUFOR Libya prendra fin jeudi (10 novembre). Suivant la proposition du commandant d'opération, les ambassadeurs du COPS ont agréé cette date qui signe la fin d'une « non-opération ». EUFOR Libya n'a jamais été déployée, sauf en théorie, par la mise en place d'un quartier opérationnel de commandement (OHQ) à Rome et la planification de possibles, éventuels, potentiels, déploiements, en soutien à une mission humanitaire de l'UE. Au final, les humanitaires se sont débrouillé autrement. Et cette opération a sombré corps et bien.

Quelques leçons à en tirer

Cette mise en place signe la démonstration, par l'absurde, de la situation dans laquelle est aujourd'hui la politique européenne de défense. La combinaison des faiblesses ne conduit pas à une grande ambition, au contraire. Seule une volonté politique, un peu audacieuse, qui se dégage des « petites ambitions » de chaque capitale peut servir l'Europe.

Pour mettre en place une planification opérationnelle, on en est en fait réduit à monter en puissance un quartier général dans une capitale ; quitte à ce que cette opération ne voit pas le jour. Avec un quartier général opérationnel au sein du service diplomatique, on aurait évité ce qui apparaît aujourd'hui comme une capitulation en rase-campagne du rôle de force de l'Union européenne..., sans doute économisé quelques forces, et finalement bénéficié d'un retour d'expérience non négligeable. Car la planification d'une opération, même non lancée, peut bénéficier à la suivante.

Il faudra sans doute éviter à l'avenir de lier une opération militaire de soutien à la décision d'un bureau de l'ONU qui ne dépende pas du département des opérations de maintien de la paix. Les objectifs et les moyens sont différents. Et normalement l'Union européenne a les moyens politiques et juridiques de lancer, de manière autonome, une opération elle-même qui réponde aux objectifs d'une résolution des Nations-Unies, sans nécessiter un accord de plus.

Une task force « défense » à la Commission européenne

Publié le 7 novembre 2011 par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) Michel Barnier, le commissaire européen chargé du Marché intérieur, vient de le confirmer officiellement il y a quelques minutes à Bruxelles. La Commission européenne a mis en place en son sein, une « task force défense » qui permettra de regrouper tous les services de la Commission européenne s'occupant de défense (*) comme l'Agence européenne de défense et le service diplomatique européen. Première réunion demain (8 novembre) Il faut avoir « *une réponse cohérente et ambitieuse pour organiser les marchés face aux défis de la sécurité* » a expliqué le commissaire devant un parterre choisi, composé d'ambassadeurs et d'industriels de la Défense, réuni pour le « Security and Defense Day ».

Préserver une base industrielle commune

Cette task force aura quatre tâches :

- 1° Suivre la bonne application des directives défense.
- 2° Créer un débat sur la politique industrielle, garder une capacité de veille stratégique. « *Nous avons eu une ambition industrielle au début de la construction européenne, les industriels l'ont eu en créant Airbus, nous l'avons eu avec l'espace, pour Galileo, j'aimerais que les Européens retrouvent cette audace industrielle* » a déclaré le commissaire, s'exprimant « à titre personnel ». « *L'Europe ne doit pas renoncer à être une terre de*

production et ne rester qu'une terre de consommation. Je ne vois pas pourquoi nous serions plus naïfs que les Américains chez eux ou les Chinois. »

- 3° accentuer les efforts de normalisation et de recherche. « *Le lien est de plus en plus ténu entre défense et sécurité, les technologies sont similaires et les industries qui le produisent sont identiques, il faut éviter de payer 2 fois pour les mêmes produits* » a indiqué Michel Barnier.
- 4° veiller à notre sécurité d'approvisionnement.

L'outil militaire plus que jamais nécessaire

Dans un vibrant plaidoyer, qui dépasse son strict mandat de commissaire (il a d'ailleurs pris bien soin de préciser qu'il parlait à titre personnel), Michel Barnier a lancé un appel à garder une politique européenne de défense et une politique européenne tout court. « *L'outil militaire reste nécessaire pour les pays. La coopération européenne est sans doute difficile. Mais elle est indispensable. Aucun pays, du plus grand au plus petit, ne peut plus se défendre tout seul.* » a-t-il fait observé. Il a mis en garde aussi les Etats membres de l'Union européenne comme les Etats-Unis « *L'Alliance atlantique repose sur deux pieds (Mais) aujourd'hui le pied européen est fragile. Nous avons besoin d'Europe et non pas de moins d'Europe. La bonne voie sinon la seule (pour les politiques de défense) est de mutualiser davantage nos moyens nationaux.* »

Mutualiser : la seule voie

Il y a au moins « *trois bonnes raisons pour coopérer – a détaillé ensuite le commissaire – : faire face aux défis de sécurité ; préserver une base industrielle permettant de produire chez nous ces outils militaires ; créer un marché de défense et de sécurité suffisamment large pour que nos industries européennes restent compétitives chez nous et dans le monde.* » Voilà en quelque sorte la feuille de route « politique » de la nouvelle task force

(*) Cette task force, selon nos informations, sera co-présidée par deux haut fonctionnaires – de la DG Marché intérieur (Pierre Delsaux) et de la DG Entreprises (Daniel Calleja Crespo) -, et associera plusieurs autres DG (Intérieur, Transport, Commerce...), le service diplomatique (SEAE) et l'Agence européenne de défense.

Préserver une base industrielle commune

Cette task force aura quatre tâches :

- 1° Suivre la bonne application des directives défense.
- 2° Créer un débat sur la politique industrielle, garder une capacité de veille stratégique. « *Nous avons eu une ambition industrielle au début de la construction européenne, les industriels l'ont eu en créant Airbus, nous l'avons eu avec l'espace, pour Galileo, j'aimerais que les Européens retrouvent cette audace industrielle* » a déclaré le commissaire,

s'exprimant « à titre personnel ». « *L'Europe ne doit pas renoncer à être une terre de production et ne rester qu'une terre de consommation. Je ne vois pas pourquoi nous serions plus naïfs que les Américains chez eux ou les Chinois.* »

- 3° accentuer les efforts de normalisation et de recherche. « *Le lien est de plus en plus ténu entre défense et sécurité, les technologies sont similaires et les industries qui le produisent sont identiques, il faut éviter de payer 2 fois pour les mêmes produits* » a indiqué Michel Barnier.
- 4° veiller à notre sécurité d'approvisionnement.

L'outil militaire plus que jamais nécessaire

Dans un vibrant plaidoyer, qui dépasse son strict mandat de commissaire (il a d'ailleurs pris bien soin de préciser qu'il parlait à titre personnel), Michel Barnier a lancé un appel à garder une politique européenne de défense et une politique européenne tout court. « *L'outil militaire reste nécessaire pour les pays. La coopération européenne est sans doute difficile. Mais elle est indispensable. Aucun pays, du plus grand au plus petit, ne peut plus se défendre tout seul.* » a-t-il fait observé. Il a mis en garde aussi les Etats membres de l'Union européenne comme les Etats-Unis « *L'Alliance atlantique repose sur deux pieds (Mais) aujourd'hui le pied européen est fragile. Nous avons besoin d'Europe et non pas de moins d'Europe. La bonne voie sinon la seule (pour les politiques de défense) est de mutualiser davantage nos moyens nationaux.* »

Mutualiser : la seule voie

Il y a au moins « *trois bonnes raisons pour coopérer* – a détaillé ensuite le commissaire – : *faire face aux défis de sécurité ; préserver une base industrielle permettant de produire chez nous ces outils militaires ; créer un marché de défense et de sécurité suffisamment large pour que nos industries européennes restent compétitives chez nous et dans le monde.* » Voilà en quelque sorte la feuille de route « politique » de la nouvelle task force

(*) Cette task force, selon nos informations, sera co-présidée par deux haut fonctionnaires – de la DG Marché intérieur (Pierre Delsaux) et de la DG Entreprises (Daniel Calleja Crespo) -, et associera plusieurs autres DG (Intérieur, Transport, Commerce...), le service diplomatique (SEAE) et l'Agence européenne de défense.

09.11.2011

La démilitarisation de l'Europe peut-elle être enrayerée?

Pourquoi s'obstiner à parler de "défense européenne"? Même les opérations conjointes menées en Libye ont révélé les fractures entre Européens, les faiblesses structurelles de leurs armées et leur dépendance aux perfusions américaines.



Plutôt que de bâtir des scénarios boîteux sur cette belle, mais présentement vaine, espérance, Nick Witney de l'*European Council on Foreign Relations*, vient de publier un réaliste *policy brief* intitulé **How to stop the demilitarisation of Europe** (cliquer [ici](#) pour accéder au fichier pdf, en anglais).

Nick Witney, militaire et diplomate britannique, a travaillé aussi bien pour l'Otan que pour l'UE; il a ainsi dirigé l'Agence européenne de défense, avant de rejoindre l'*European Council on Foreign Relations*, un think tank pan-européen créé en 2007.

Witney, à l'instar de Robert Gates, s'inquiète de l'émergence et de la consolidation d'une "culture de la démilitarisation en Europe", au profit d'une posture stratégique molle de la sécurité. Or, comme le dit l'auteur, ce n'est pas en montant la garde aux créneaux que l'on va prévenir les invasions mais bien plutôt en allant frapper les "barbares" dans leur propre camp. Le R2P (*responsability to protect*) est un devoir que l'on doit respecter aussi bien envers les populations étrangères soumises à l'arbitraire ou menacées qu'envers les peuples d'Europe.

Sa démonstration part d'un avertissement: les opérations en Libye ont été un succès mais elles ont aussi mis en lumière des facteurs inquiétants, comme l'absentéisme de certains grands Européens, le manque de capacités (ravitaillement en vol, drones...), la pénurie en munitions "intelligentes", facteurs auxquels il faut ajouter désormais l'hostilité ouverte des BRICS qui vont bloquer toute nouvelle tentative d'octroi de mandat onusien.

Cette démonstration se poursuit avec un constat chiffré: les budgets sont en chute libre et les coupes se multiplient sans aucune concertation entre les Etats de cette Europe dont le "désordre de marche" est flagrant. Bien sûr, comme le reconnaît l'auteur, en ces temps d'austérité, une dose de "démilitarisation" est acceptable. Ce qui ne l'est pas, c'est le processus incohérent, égoïste et national qui prévaut et qui est mis en oeuvre par ceux-là même qui vantent les vertus de la défense européenne. Et l'auteur détaille à l'envie les autres incohérences européennes en matière de défense...

D'où l'urgence de l'élaboration d'un Livre blanc européen sur la Défense, "*a European Defence Review*" (mais pas sur la sécurité, prévient l'auteur), si les Européens entendent garder "leur pouvoir et leur influence dans un monde multipolaire". D'où la proposition de Witney d'une "*heavyweight European Defence Review Commission*" pour réarticuler une stratégie commune, donner de la cohérence capacitaire et s'imposer face à la bureaucratie bruxelloise.

Qui sont les "poids lourds" auxquels pensent Nick Witney? Certainement pas Bruxelles (entendez la Commission et le Parlement européens)! Pas plus que la principale force militaire d'Europe: le Royaume-Uni, trop occupé à torpiller allègrement la défense européenne et à faire miroiter à quelques partenaires (comme la France) une poignée de coopérations bilatérales liliputiennes et inconséquentes! Encore moins la prochaine présidence européenne (danoise)... Alors qui? Pour Witney, il ne reste que le "triangle de Weimar": France, Allemagne et Pologne, dont l'auteur espère des propositions "radicales".

A l'aube d'une campagne présidentielle, l'apport et la volonté français risque de décevoir l'auteur de ce remarquable "policy brief".

10.11.2011

En marge d'un colloque. Des robots et des drones à Coëtquidan.



Article paru ce matin dans nos éditions bretonnes sous la plume d'Olivier Cléro, mon confrère de la rédaction de Ploërmel (photos de Thierry Creux). Les Ecoles de Coëtquidan accueillent pendant deux jours un colloque consacré à la robotisation du champ de bataille.

À Saint-Cyr, on s'entraîne à la drone de guerre

Robots et drones sont de plus en plus utilisés par l'armée. Pendant deux jours, les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan organisent un colloque sur la robotisation du champ de bataille pour réfléchir à leur utilisation.

Reportage



Ce n'est pas encore Star wars et ses batailles de clones robotisés, mais les robots sont de plus en plus présents aux côtés de nos militaires. Hier, dans le cadre de son colloque international sur la robotisation du champ de bataille, les écoles de Saint-Cyr ont préparé un petit scénario : deux membres d'une ONG sont pris en otages dans un village abandonné près d'une zone de combat. Les militaires français ont une mission : les retrouver et les délivrer, sans perdre de vie.

Pour les aider, pas de R2D2 ni de C3PO, les deux fidèles compagnons robotisés de Luke Skywalker, mais *Spy Arrow*, *Cobra*, *Packbot 510* et *Eye drive*. Il fait nuit, l'équipe de renseignement lance son *Spy Arrow*, un drone volant à 50 à 100 km/h à 250 mètres d'altitude. Avec ses caméras infrarouges, il permet de repérer les lieux et constater que la garde n'a pas été renforcée. Sur terre, le robot *Cobra* est lancé, petit, léger (5,6 kg) et lui aussi muni de

caméras, avec ses quatre roues motrices, il s'approche discrètement du camp. Les informations qu'il recueille valident le choix d'infiltration de la section. La section d'intervention peut entrer en jeu.

Elle est rapidement stoppée. Un engin explosif improvisé menace le convoi. L'équipe du génie lance son *Pacbot 510*. Muni d'un bras télescopique pouvant soulever jusqu'à 13 kg et d'une arme à feu, il détruit la mine. L'assaut va pouvoir avoir lieu.

Le premier à se lancer est à nouveau un robot : *PRM*. Il se déplace à 10 km/h et est muni d'une caméra panoramique, d'un bras manipulateur et d'un lance grenades qu'il utilise pour diffuser un gaz incapacitant. Toujours renseigné par son robot *Cobra* cachés sur place depuis le début de la mission, le chef de section lance l'assaut.

Les otages sont libérés, restent à les évacuer. Le *Spy Arrow* redécouvre, il permet de repérer un pick-up rebelle sur la piste prévue. La section change d'itinéraire et remercie encore une fois son drone.



Un scénario de science fiction ? Pas vraiment répondent les militaires. « Pour une telle opération, nous n'aurions peut-être pas utilisé autant de robots; là, c'est pour la démonstration, mais certains de ces robots sont déjà utilisés. » C'est le cas du drone *Spy Arrow* et du robot *Cobra* qui ont été testés en Afghanistan. L'armée française s'équipe également du *Pacbot 510* pour le déminage. Les autres pourraient suivre.

« La France va être forcée d'y venir : dans des missions dangereuses, par exemple, ou dans des environnements contaminés », pense Didier Danet, responsable du pôle Action globale et forces terrestres à Saint-Cyr Coëtquidan. Le seul frein actuellement : leur coût et des questions déontologiques, comme celle de savoir si on peut y greffer des armes. La technologie le permet.

Des marins pompiers de Marseille à la Réunion pour lutter contre le feu de forêt

Mise à jour : 10/11/2011 11:50



10 marins-pompiers de la section opérationnelle «hélicoptérée» (DIH) sont engagés depuis le 29 octobre 2011 sur l'île de la Réunion en renfort des pompiers locaux pour lutter contre l'incendie qui touche le parc national.

Forte de près de 110 hommes, la section opérationnelle «hélicoptérée» a pour vocation première d'intervenir sur les feux de forêt, par hélicoptère, dans les zones

inaccessibles aux moyens conventionnels terrestres et de permettre ainsi de mener des actions déterminantes sur l'évolution du feu. La section peut également assurer comme toute composante terrestre, l'attaque de feux naissants, le prolongement d'établissement des groupes feux de forêt, la défense de points sensibles ou encore mener des actions de sauvegarde des populations.

Arrivé avec leur matériel sur place à 8h (heure locale), dimanche 30 octobre, le détachement est intégré dans le dispositif et engagé sur le terrain dès 13h, sur le secteur du Maïdo. Sa première mission consiste à établir plus de 2400m de tuyaux sur un dénivelé de près de 600m.



À partir de mardi 1^{er} novembre, le détachement placé sous les ordres du LV Magali Blanchard est engagé sur le secteur Montvert, le long de la route des Tamarins à 1500m d'altitude pour traiter les lisières le long du pare-feu et intervenir sur les reprises dans la végétation verte, non brûlée. La difficulté principale vient de la topologie particulière du sol et la nature de la végétation: les pierres volcaniques transmettent la chaleur en même temps que

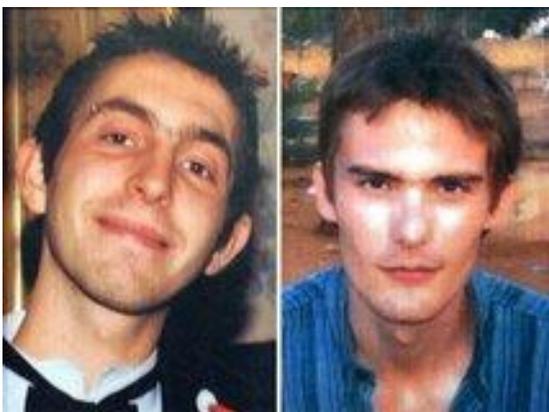
l'humus et la tourbe propagent le feu. La végétation peut ainsi s'embraser à plus de 100m de la limite de la surface brûlée, par le sol, sans sautes de feu telles que les marins-pompiers les connaissent et les pratiquent dans le sud de la métropole. Les conditions météorologiques et la chaleur ambiante qui sèche rapidement la terre rendent les lisières difficiles à noyer et le travail des secours d'autant plus complexe. Outre le relief escarpé, les secours sont également confrontés à des difficultés d'alimentation en eau, avec des établissements de grandes longueurs.

Le 6 novembre, les marins-pompiers du détachement retournent sur le secteur de Maïdo pour des activités de surveillance, avant de rejoindre Montvert le 7 novembre pour participer au traitement des lisières au côté d'une cinquantaine de pompiers également engagés sur cette zone.

Toujours engagés sur le terrain, le détachement devrait normalement quitter la Réunion lundi 14 novembre.

Français tués au Mali : la minute manquante d'une vidéo (actualisé)

Des images non-déclassifiées pour ne pas dévoiler les caractéristiques d'une boule optronique du COS



Le journal **Libération** annonce ce matin que "la justice demande la levée du secret-défense sur les images tournées par l'armée française lors de l'opération qui a coûté la vie des otages, le 8 janvier" dernier. On se souvient qu'Antoine de Léocour et Vincent Delory avaient été enlevés la veille à Niamey (Niger) et qu'ils ont trouvés la mort lorsque le COS a intercepté la colonne d'AQMI qui venait d'entrer au Mali. Les circonstances exactes de la mort de l'un des otages (Vincent Delory) n'ont jamais été établies avec certitude. Son corps, en partie carbonisé, avec des impacts d'éclats métalliques et de balles de 7,62 mm a été retrouvé, à côté d'un véhicule incendié. Il aurait pu décéder des suites de cette incendie, par asphyxie.

Une bande vidéo a été transmise par les Armées aux enquêteurs, puis à la Justice. Cette vidéo, qui a été diffusée sur TF1 en septembre dernier, est incomplète. Il en manque les derniers

instants, entre 30 secondes et une minute. Cette partie n'a pas été déclassifié et elle reste donc couverte par le secret-défense.

Pourquoi ? Les familles des otages comme les juges le savent, puisqu'ils ont pu voir (mais pas conserver) ces images, indique une source militaire. Elles ne contiennent aucun élément qui permettrait de résoudre la question que chacun se pose : comment est mort Delory, c'est-à-dire comment a été incendié le véhicule ? La caméra n'était pas alors braquée sur cette zone.

Selon nos informations, le refus de déclassification de cette partie de la vidéo n'est pas lié à ce qu'elle contient, mais au souhait de ne pas rendre publiques les capacités maximales de la caméra utilisée ce jour-là. Le zoom est alors à son maximum et cela permet donc de connaître jusqu'à quel niveau de précision des observations peuvent avoir lieu.

Contrairement à ce qui a toujours été dit dans les médias, il ne s'agit pas d'une caméra embarquée sur un Atlantique 2 de la Marine, mais sur un C-130 Hercules de l'escadron Poitou de l'armée de l'air. Cette unité appartient au Commandement des opérations spéciales. Cette caméra est en réalité une "boule optronique" récupérée sur un drone Hunter (retiré du service) : elle a été installée sur le C-130 à la suite d'un "bricolage" de l'armée de l'air.

Actualisé : Annabelle Delory, la soeur de Vincent, l'un des deux otages tués nous écrit pour préciser que *"nous n'avons pas vu cette minute manquante, et donc nous ne savons pas ce qu'elle contient, ni pourquoi elle n'a pas été déclassifiée. D'ailleurs je ne sais pas s'il s'agit vraiment d'une minute... Ni nous, ni notre avocat, ni les juges, n'ont pour l'instant eu accès à la totalité du film. Si, comme vous l'indiquez, cette fameuse partie du film ne contenait de façon certaine aucun élément pour nous faire avancer, il nous importerait peu qu'elle soit versée au dossier judiciaire. C'est précisément parce que nous espérons que cette partie du film puisse nous apporter des réponses sur la cause du décès de mon frère que notre avocat a réclamé la déclassification de la totalité du film. Nous (la famille de Vincent) avons juste pu visionner le film (sans la bande son), qui nous a été présenté comme complet, ce qui n'était pas le cas. Ce qui nous pousse à réagir, c'est précisément la réponse que nous a fait le Ministère de la Défense et que vous citez, à savoir que, d'après eux, la caméra filmait autre chose lors de l'explosion et à la suite. Cet élément nous paraît d'autant plus perturbant que, pendant toute la durée de la poursuite, le 4x4 blanc a été filmé quasiment en permanence, et que ça nous paraît faire beaucoup de hasards qu'il suffise que la caméra soit braquée ailleurs pour que le véhicule explose, ce qui nous amène à la fameuse partie manquante... Là est la vraie question, qui alimente, à raison ou peut être pas, nos doutes, et notre douleur. Le fait est que ne pas nous dire les choses nous laisse en faire les déductions qui s'imposent..."*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 9 Novembre 2011 à 16:15

Qui veut vraiment frapper l'Iran ?

Frédéric Pons le jeudi, 10/11/2011 dans [Notre Opinion](#)



D'année en année, les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se font plus précis sur la poursuite du programme nucléaire iranien. Celui publié ce 8 novembre lève les derniers doutes : les activités d'enrichissement de l'uranium se poursuivent, de nouvelles installations (fourneaux et centrifugeuses) fonctionnent, en violation des règles internationales acceptées par l'Iran dans le cadre

du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel il adhère.

Ce nouveau rapport confirme les craintes : en dépit des sanctions édictées par l'Onu, depuis au moins cinq ans, l'Iran se rapproche chaque jour de la fabrication d'une bombe nucléaire. Le pays possède déjà des missiles opérationnels capables de frapper à plus de 1 500 kilomètres, ce qui met l'ensemble des pays pétroliers du Golfe et d'Asie centrale, la Méditerranée orientale (dont Israël) et les confins pakistano-indiens à la portée d'une bombe nucléaire iranienne.

Les Occidentaux – principalement les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, encouragés par Israël et les États sunnites du Moyen-Orient – exigent de durcir les sanctions. Ils veulent exercer une « *pression sans précédent* » et convaincre la Russie et la Chine de ne pas s'y opposer. Ce n'est pas gagné : en 2012, la Russie, la France, les États-Unis et même la Chine seront en campagne électorale, une période rarement favorable aux initiatives diplomatiques ou militaires. Israël le sait et ne veut plus perdre de temps, quitte à mettre le monde entier devant le fait accompli. Ses analystes sont unanimes. Ils considèrent que la bombe iranienne fait peser sur l'État hébreu une « *menace existentielle* », même s'ils divergent sur les moyens d'y faire face. Beaucoup estiment nécessaire une frappe militaire ciblée, comme celles qui furent menées en 1981 (contre un réacteur irakien) puis en 2007 (contre une installation nucléaire clandestine syrienne). C'est l'option du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et d'Ehud Barak, son ministre de la Défense, en phase avec l'opinion : « *Il s'agit de défendre nos intérêts vitaux.* » L'état-major de Tsahal est moins allant, tout en organisant des exercices de défense civile et des répétitions grandeur nature de raids de bombardement à longue distance. L'Iran prévient : « *Nous sommes préparés au pire.* » Ses principaux sites sont enterrés, "durcis". Les responsables du renseignement israélien misent davantage sur la guerre secrète déjà en cours (assassinats de scientifiques iraniens et sabotages d'installations). Le pacifique président israélien, Shimon Peres, a reconnu, ce 6 novembre, l'urgence de la situation : « *La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche qu'une option diplomatique.* » Frédéric Pons

Nucléaire iranien : Que retenir du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique?

9 novembre 2011 – 14:34

Très attendu, sur fond de menace d'une intervention militaire israélienne, le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) confirme ce que les services de renseignement occidentaux savaient déjà, c'est à dire que le programme nucléaire iranien a une dimension militaire.

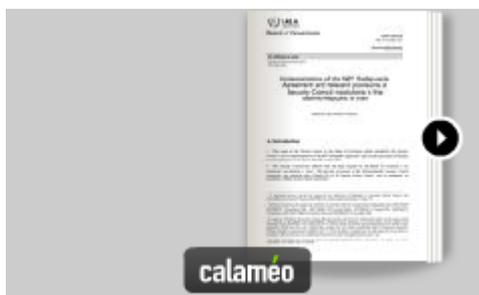
Affirmant s'appuyer sur des éléments « crédibles », l'AIEA indique que « l'Iran a mené des activités visant à développer un engin explosif nucléaire ». Et de poursuivre : « Avant 2003, ces activités se sont déroulées dans le cadre d'un programme structuré » et « certaines » d'entre elles « pourraient toujours être en cours. »

Les informations de l'AIEA ont été obtenues par ses propres moyens mais aussi grâce à des services de renseignement des pays membres. Cela étant, plusieurs faits qui figurent dans ce document ont déjà été évoqués par le passé, notamment par plusieurs rapports parlementaires, dont [celui établi sous la direction du député socialiste Jean-Louis Bianco](#), en décembre 2008, ou encore [celui rédigé par Jacques Myard et Jean-Michel Boucheron](#) un an plus tard.

Alors, qu'en retenir? En premier lieu, que l'Iran a confié le développement de l'aspect militaire de son programme à une entité clandestine appelée AMAD. Cette dernière a été démantelée en 2003. Seulement, elle a changé de nom à plusieurs reprises et ses activités n'ont, semble-t-il jamais cessé.

Par ailleurs, l'on retrouve la mention du réseau animé par le docteur A.Q Kahn, le père de la bombe nucléaire pakistanaise. L'on savait que ce scientifique avait été un acteur majeur de la prolifération de ce type d'armes et qu'il avait été en relation avec la Libye, à laquelle il avait fourni des plans d'un engin rudimentaire. Cela étant, ce n'est pas une surprise puisque les services occidentaux savaient qu'il avait été de mèche avec Téhéran. Au niveau des contributions externes, l'AIEA cite le cas d'un expert originaire d'un « Etat membre » (Russie?) qui « a fait toute sa carrière dans le programme nucléaire militaire de son pays ».

[IAEA Iran 8Nov2011](#)



[Publish at Calaméo](#) or [browse](#) others.

Autres éléments à charge, l'Iran aurait développé de détonateurs EBW (Exploding Bridgewire), qui est un composant essentiel des armes nucléaires et mené des expérimentations sur des charges hémisphériques, pouvant être adaptées sur des têtes de missiles balistiques, sur lesquelles 6 équipes d'ingénieurs travaillent, dans le cadre du « projet 111 ». Enfin, l'AIEA croit également savoir que Téhéran, aurait planifié un essai nucléaire.

L'agence onusienne a demandé à l'Iran de fournir de explications sur tous ces points litigieux et de se mettre « sans délai » en rapport avec elle. Seulement, du côté de Téhéran, l'on rejette en bloc les informations contenues dans le rapport.

Reste maintenant à voir quelle va être la suite des évènements. Ce qui est certain, et même si des plans allant vers cette éventualité sont en cours d'élaboration dans les états-majors américains et britanniques, c'est que les pays occidentaux préfèrent éviter, pour le moment, toute opération militaire contre les infrastructures nucléaires iraniennes. Ce serait allumer un briquet près d'un baril de poudre et nul ne sait comment les choses pourraient évoluer par la suite.

Aussi, le recours à des sanctions renforcées à l'égard de l'Iran pour lui faire renoncer Téhéran à l'idée de se procurer l'arme nucléaire, semblent être le plus raisonnable. Cependant, il n'est pas certain que cette stratégie soit de nature à faire plier l'Iran, d'autant plus que deux pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (la Chine et la Russie) s'y opposent afin de préserver leurs intérêts économiques avec le régime des mollahs.

Le remplacement du FAMAS est bien en route

Le **CEMAT** l'a annoncé aux sénateurs en réponse à une question de **Jacques Gautier**, le remplacement du FAMAS est bel et bien en route avec un appel d'offres portant sur 60.000 armes à lancer en 2013... pour les trois armées (1). Ces annonces interviennent après les essais menés en 2009 par la DGA et la STAT. Les forces spéciales et les CPA conventionnels, ainsi que le GIGN ont déjà opté pour le HK416.

Voici ce qu'en a dit, précisément et avec force prudence, le nouveau patron de l'armée de terre : on voit bien que rien n'urge, mais que si les crédits restent disponibles, les quantités ont de quoi allécher les armuriers suisses, allemands ou... italiens, avec des Belges en embuscade.

"Les équipements de petit calibre sont des équipements de cohérence. Malheureusement ce sont les premiers à être supprimés lors des arbitrages budgétaires. Nous savons que nous garderons le calibre 5,56 et que nous achèterons sur étagère deux versions ; une version standard à canon long principalement pour les unités d'infanterie, une version à canon court pour les autres. La cible du programme, toutes armées confondues, est de 60 000 pour la version standard. Le coût sera de l'ordre de 400 millions d'euros pour les trois armées. D'ici 2013, sera lancée l'appel d'offres et le matériel retenu devra bien sûr être compatible avec le FELIN."

(1) Il y aura donc en quelque sorte un parc d'armes pour les unités d'infanterie, et le FAMAS aura encore quelques bons jours devant lui... pour ceux qui ne seront pas servis. Avec le risque, alors, de voir cohabiter, au sein de GTIA, des soldats qui n'auront pas la même arme...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/07/2011 07:10:00 PM](#)

A-t-on encore besoin des chars Leclerc?

8 novembre 2011 – 12:15



En ces temps d'austérité pour cause de crise de la dette, il faut bien trouver des gisements d'économies afin de préserver l'essentiel. Et, à ce titre, la question du maintien en service des chars Leclerc peut être soulevée.

Plusieurs pays ont déjà fait le choix de réduire considérablement le nombre de leurs chars lourds. C'est notamment le cas de l'Autriche, qui a mis une partie des Leopard 2 sous cocon. Et aussi celui de la Belgique, qui compte retirer du service ses derniers Leopard 1 en 2012 pour continuer à s'équiper en blindés légers à roues, ce qui la privera de capacité en matière de « tir direct ».

Pour ce qui concerne la France, aucun régiment équipés de Leclerc n'a disparu de l'ordre de bataille de l'armée de Terre depuis la réforme lancée en 2008, même si le ministre de la Défense de l'époque, Hervé Morin, ne cessait de répéter sur les ondes que les chars lourds n'étaient plus aussi utiles que par le passé, la menace des colonnes blindées du Pacte de Varsovie déferlant sur les plaines européennes ayant disparu.

Pour autant, le nombre de chars Leclerc en dotation a diminué, compte tenu du fait que les régiments qui en sont équipés sont passés au format RC-60, c'est à dire à 60 exemplaires contre 80 auparavant.

Cependant, il ne faudrait pas condamner trop vite le char lourd, à condition qu'il puisse être utilisé sur un terrain qui lui est propice, comme par exemple le milieu urbain ou, mieux encore, dans les zones non montagneuses. Ainsi, l'armée canadienne en a déployé quelques uns dans la province de Kandahar, en Afghanistan, et le retour d'expérience de cet engagement a été positif.

Selon un compte-rendu officiel, ils ont « découragé les attaques des insurgés et ont permis aux soldats canadiens de se rendre, en toute sécurité, à leur position en traversant des terrains impraticables aux véhicules sur roues. Ils ont fourni (...) une capacité de tir direct afin de détruire les obstacles protégeant les combattants ennemis. Les chars sauvent des vies en fournissant aux soldats un haut niveau de protection. »

Quoi qu'il en soit, la question du maintien des chars lourds a été indirectement posée par le sénateur Daniel Reiner, lors de l'audition du général Ract-Madoux, le chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense, au Palais du Luxembourg. Le parlementaire a ainsi soulevé les « coûts de fonctionnement très élevés » de certains matériels, en pensant « en particulier aux chars Leclerc et à leur emploi ».

En réponse, le général Ract-Madoux, qui est issu de l'arme blindée cavalerie, a précisé que les chars Leclerc « ont joué un rôle marquant au Kosovo, et plus récemment au Liban ». Et de poursuivre : « Ils y ont marqué la volonté d'avoir une FINUL puissante capable d'empêcher les forces israéliennes de menacer les forces armées libanaises. Le Hezbollah, quant à lui, s'est efforcé d'en obtenir le départ, car la puissance de ces blindés gênait son action ». Au passage, et comme [les Leclerc ont été retirés du théâtre libanais](#) pour laisser place à un Escadron de reconnaissance, d'intervention et d'appui direct (ERIAD), cela voudrait-il dire que la milice chiite a finalement obtenu gain de cause?

Cela étant, le général Ract-Madoux a poursuivi sa démonstration en faveur du Leclerc. « De façon plus générale, ce n'est pas un hasard si tous les armements modernes dont se dotent les armées, ont une priorité marquée sur la capacité anti-char. C'est parce que les chars de combat sont nécessaires dès qu'il s'agit de conduire des opérations militaires offensives ou chaque fois que l'usage de la force est déterminant, comme au Kosovo ou en Irak » a-t-il affirmé.

« La France possède des chars modernes. C'est un capital qu'il faut aujourd'hui préserver en cas de besoin urgent car nous avons mis suffisamment de temps pour les acquérir et les financer. Cette capacité est pleine de maturité » a-t-il également avancé, avant de préciser que la question de l'entretien (MCO) des 254 chars Leclerc encore en ligne a été réglée par un « marché satisfaisant » qui permet de « garantir » leur « capacité opérationnelle.

Une offre commune de Nexter et Renault Trucks Defense pour le Véhicule Blindé Multi-Rôles

9 novembre 2011 – 16:10



Le remplacement des Véhicules de l'avant-blindé (VAB), utilisés intensivement depuis leur entrée en service dans les années 1970, est un dossier crucial pour l'armée de Terre, au point que son ancien chef d'état-major, le général Irastorza en avait clairement fait une priorité pour les années qui viennent. Sans ce type de véhicule, « nous serions incapables de remplir nos missions », affirmait-il dans un entretien accordé au Parisien, cet été.

Le successeur du VAB, appelé Véhicule blindé multi-rôles (VBMR), sera conçu de manière à transporter 9 fantassins, avec une protection de niveau 4, une architecture 6×6 et un tourelleau téléopéré. Il ne devra pas coûter plus d'un million d'euros pièce, d'autant plus qu'il est prévu d'en commander 2.300 exemplaires dans le cadre du programme Scorpion (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation) dont [le contrat d'architecture](#) a été confié à Nexter, Thales et Sagem.

Alors que se pose toujours la délicate question de la restructuration du secteur français de l'armement terrestre, deux de ses principaux acteurs, à savoir Nexter et Renault Trucks Defense, ont annoncé, par voie [de communiqué](#), ce 9 novembre, avoir conclu un accord de coopération « en vue d'apporter une solution unique lors de la consultation pour le programme VBMR ».

Les deux groupes, qui ont déjà travaillé en collaboration pour le Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), qui remplace les AMX-10P de l'armée de Terre, indiquent avoir établi une « maîtrise d'oeuvre réactive, guidée par le souci d'apporter au client (...) une réponse intégrée, économique, évolutive, pérenne et tirant le meilleur parti des compétences » de chacun., avec aussi pour objectif « d'élargir au-delà de la France les débouchés des VBMR ».



A noter que la Direction générale de l'armement (DGA) a déjà confié, en juin 2010, un contrat d'études de 10 millions d'euros concernant le VBMR à Renault Trucks Defense, qui peut par ailleurs s'appuyer sur son véhicule ATD (Armoured Multirol Carrier) et que Nexter a, de son côté, mis au point, à cette fin, le démonstrateur XP-2.

Reste maintenant à voir ce que compte faire Panhard, le spécialiste du blindé léger. Il devrait cependant préparer une offre, de même que Thales, qui proposera

probablement le Bushmaster (ou Broussard pour la version française).

Photo : l'Armoured Multirole Carrier (ATC) de Renault Trucks Defense et le démonstrateur XP-2 de Nexter

L'armée de l'air va surveiller le Heron-TP de près

Victime directe de la gestion douloureuse du programme Harfang (cinq ans de retard, et des capteurs maintenant obsolètes), l'armée de l'air ne cache pas son intention de mettre tous les acteurs du programme Heron TP, qui lui succède, devant leurs responsabilités. Ce discours volontariste, rarement entendu chez des opérationnels, vise aussi bien le fournisseur israélien, que la société Dassault, qui doit être désignée maître d'oeuvre, au terme d'une négociation contractuelle en cours avec la DGA.

L'armée de l'air devrait remplir sa part du fardeau, la rédaction d'une fiche de caractéristiques militaires (FCM) qui sera "bouclée d'ici la fin de l'année". La livraison doit intervenir en 2014, le soutien du Harfang s'arrêtant, lui, en novembre 2013.

318 MEUR d'autorisations d'engagement sont disponibles dans le projet de loi de finances de 2012 pour ce projet.

L'état-major de l'armée de l'air ne manque pas de spécialistes du sujet, à commencer par le propre chef d'état-major, ainsi que son assistant militaire, qui fut le premier chef de l'escadron drones **1.33 Belfort**. L'un comme l'autre mesurent les risques d'une nouvelle encoche dans cette activité désormais incontournable dans une force aérienne moderne.

Les Harfang ont, malgré leurs limites, engrangé plus de 5.500 heures en opérations, en réussissant, avec seulement trois vecteurs opérationnels, à être présents simultanément sur deux

fronts : Afghanistan et Libye.

Celui engagé à Sigonella est actuellement en cours de rapatriement en France.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/08/2011 05:52:00 AM](#)

Des raisons d'être optimiste pour les chances du Rafale en Inde

8 novembre 2011 – 10:36

On ne le répétera jamais assez, en matière de contrats d'armement, il vaut mieux être prudent et éviter de crier victoire trop vite. Cela étant dit, rien n'empêche de faire preuve d'un peu d'optimisme, comme c'est le cas pour le contrat MMRCA en Inde, disputé par le Rafale de Dassault Aviation et l'Eurofighter du consortium du même nom, dont une partie du capital est détenu par EADS et BAE Systems. Pour mémoire, il s'agit pour New Delhi d'acquérir 126 avions de combat pour remplacer la flotte de MiG-21 hors d'âge.

Ces deux appareils ont été retenus par les forces aériennes indiennes à l'issue d'une période d'évaluation au cours de laquelle ont été éliminés le Gripen de Saab, le F-16 de Lockheed-Martin, le MiG-35 russe et le F-18 Super Hornet de Boeing.

Les propositions des deux derniers constructeurs encore en lice ont été portées à la connaissance des responsables de cet appel d'offres, le 4 novembre dernier. Et ce que l'on peut en lire dans la presse indienne, et en particulier [dans le Times of India](#), a de quoi rendre les gens de chez Dassault Aviation plutôt confiants.

En premier lieu, le coût d'acquisition du Rafale, qui serait par ailleurs arrivé en tête des évaluations des aviateurs indiens, est inférieur à celui de l'Eurofighter, les deux appareils se situant dans la fourchette de 80-110 millions de dollars. [D'après le quotidien La Tribune](#), l'écart ne serait pas très élevé, le consortium européen ayant tiré ses prix vers le bas, alors que, lors de précédents appels d'offres, il est apparu que son avion a été plus cher de 10 à 15% par rapport à son concurrent.

Mais là où la différence va se faire, c'est au niveau des coûts d'exploitation et de maintien en condition opérationnelle (MCO) sur une période de 40 ans. C'est du moins ce que compte étudier de près le ministère indien de la Défense. Et là, l'avantage irait plutôt au Rafale.

En effet, [un rapport du National Office Audit](#) (l'équivalent britannique de la Cour des comptes française), publié au début de cette année, a mis en lumière le gouffre financier que représente l'Eurofighter Typhoon, appareil qui, par ailleurs, présente des problèmes de disponibilité en raison de l'approvisionnement déficient en pièces détachées.

Quant au coût d'exploitation, et [selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel](#), l'heure de vol d'un Eurofighter revient à 73.992 euros contre 39.000 euros pour un Rafale, carburant compris.

Si l'on ajoute à cela les capacités dont a pu faire preuve l'avion de Dassault Aviation pendant l'affaire libyenne et le fait qu'il existe une version navalisée, ce qui pourrait avoir une influence en fonction des choix de la marine indienne pour ses futurs porte-avions, il y a vraiment de quoi être optimiste...

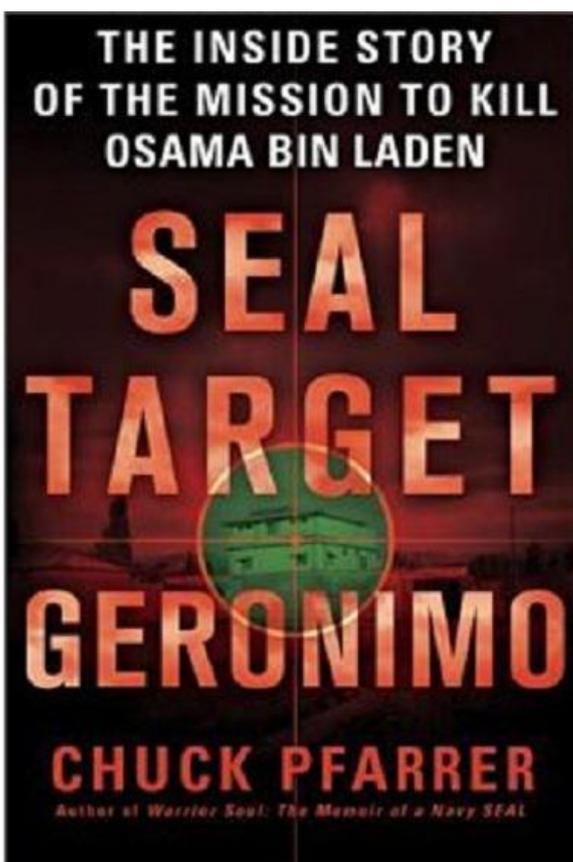
08.11.2011

La frégate La Motte Picquet rejoint Atalante



La frégate *La Motte Picquet* (jumelée avec Rennes) et ses 220 membres d'équipage quitteront Brest, leur port d'attache, le 9 novembre pour être déployés plusieurs mois en océan Indien. A l'occasion de son déploiement, le *La Motte Picquet* effectuera notamment des patrouilles au profit de la Task Force 150 (lutte anti terrorisme en océan Indien) et, pour la première fois, au sein de l'opération européenne Atalante de lutte contre la piraterie au large de la Somalie.

De nouvelles révélations sur le raid ayant visé Ben Laden



7 novembre 2011 – 10:17

Dans les jours qui ont suivi l'opération Neptune Spear, c'est à dire le raid mené le 2 mai dernier, contre la cache d'Oussama Ben Laden au Pakistan par [la Navy Seal Team 6](#) (encore appelée Naval Warfare Development Group, DevGru), les responsables américains de la défense et du renseignement ont cherché à mettre le couvercle sur les détails de cette mission afin d'éviter l'inflation de commentaires faits par des officiels et aussi pour ne pas livrer des informations pouvant donner des indications sur le mode opératoire des forces spéciales.

Peine perdue! Un ancien commandant du DevGru, Chuck Pfarrer, a pu interroger les membres de l'équipe qui ont participé à cette mission, ce qui a donné un livre, intitulé « [Seal Target Geronimo: The Inside Story of the Mission to Kill Osama bin Laden](#) », qui vient de paraître. Il s'agit, avec leurs témoignages, de remettre les pendules à l'heure après les versions qui ont été

données par les responsables de l'administration Obama après l'opération Neptune.

1- L'équipe du DevGru, issue de l'escadron Rouge, a reçu pour cette mission le nom de code Jedi. L'opération a été préparée avec une reproduction du complexe où s'était caché l'ancien chef d'al-Qaïda, surnommé « Bert », en référence à la série américaine Sesame Street (1 rue Sesame pour la France), son second, Ayman al-Zawahiri étant appelé « Ernest ».

2- L'opération Neptune Spear s'est déroulée sans couverture aérienne. Les Navy Seals comptaient sur un appui fourni par des avions F-18, ce que le président Obama a refusé afin de ne pas trop charger la barque avec le Pakistan.

3- Le fait d'opérer sans couverture aérienne a conduit à faire des choix. Et c'est là que l'on apprend que les hélicoptères furtifs BlackHawk, dont les photographies d'un exemplaire qui n'a pas pu repartir d'Abbottabad, ont circulé sur Net, ne sont pas les appareils les plus récents. Selon Chuck Pfarrer, l'équipe Jedi aurait dû utiliser des Ghost Hawk, des hélicoptères technologiquement encore plus avancé et dont l'existence est classifiée. Ils n'ont pas été engagés dans la mission, de crainte que l'un d'eux puissent tomber dans de mauvaises mains en cas de problème.

4- L'opération aurait dû avoir lieu le 30 avril, avant d'être finalement repoussée. Pour la réaliser, l'équipe du DevGru a été scindée en deux : Razor 1 et Razor 2. Ces deux détachements, de 12 hommes chacun, ont pris place à bord [des hélicoptères BlackHawk modifiés](#). Ces appareils ont été suivis, à 5 minutes près, par deux Chinook. Un avion de guerre électronique de type Prowler (E/A-6 ou E/A-18?) du porte-avions USS Carl Vinson a été engagé pour brouiller les radars pakistanais.

5- Le premier hélicoptère (Razor1) a pris position au-dessus du complexe de Ben Laden. Les commandos en sont alors descendus en rappel et ont atteint le 3ème étage. La première personne qu'ils ont vu a été Khaira, une des épouses de l'ancien chef d'al-Qaïda, qui a été facilement maîtrisée par un Navy Seal. Les choses se sont ensuite rapidement enchaînées : Ben Laden a risqué un coup d'oeil sur le couloir depuis la porte de sa chambre, qu'il a violemment refermé quand il a vu de quoi il s'agissait. Deux commandos l'ont suivi. Et c'est là qu'ils l'ont trouvé derrière sa plus jeune femme, Amal.

6- Le but de la mission était de capturer Ben Laden, pas de l'exécuter. « Si c'était une mission tuer vous n'avez pas besoin de la SEAL Team 6, vous avez besoin d'une boîte de grenades à main » a estimé Chuck Pfarrer. Cela étant, rien ne se passe jamais comme prévu. Le fondateur d'al-Qaïda n'était pas désarmé, comme cela a pu être dit : il s'apprêtait à prendre son fusil d'assaut (un AK-47) quand les commandos ont ouvert le feu. Son épouse a été blessée, dans un premier temps, à une jambe. Puis Ben Laden a été touché au sternum et à la tête. Cette action s'est passée 90 secondes après l'intrusion des Seals dans le complexe d'Abbottabad. Auparavant, l'un de ses fils, Khalid, alerté par l'agitation au 3ème étage du complexe, a été abattu au moment où il arrivait en courant par les escaliers.

7- Le second hélicoptère (Razor 2), s'est posé dans le même temps près de la maison d'hôte attenante au complexe, où logeait le messenger de Ben Laden, al-Kuwaiti. Ce dernier a ouvert le feu sur l'appareil. La riposte a été immédiate : il a été tué, de même que la femme qui se tenait derrière lui. Les hommes sont alors sortis de l'engin pour pénétrer au rez-de-chaussée de la cache du chef d'al-Qaïda. Un des gardes du corps de ce dernier a alors été abattu de deux balles.

8- Les Chinook sont alors arrivés sur place. Les Navy Seals ont alors pris le temps de prendre les photographies du cadavre de Ben Laden, ainsi que ses empreintes ADN, de charger la masse de renseignements à bord des hélicoptères.



9- Comme rien ne se passe vraiment jamais comme prévu, l'un des deux Blackhawk furtif a eu une panne électrique au moment de repartir et s'est écrasé, sans que son équipage ne soit touché. La photographie montrant l'équipe du président Obama dans la Situation Room de la Maison Blanche a été prise à ce moment là (d'où la tension que l'on peut voir sur les visages, dont celui d'Hillary Clinton, qui semble le plus expressif). Les images ont été transmises via un drone (sans doute [le RQ-170 Sentinel](#), surnommé la « Bête de Kandahar »). Les systèmes électroniques de cet hélicoptère, classés confidentiels, ont été détruits sur place.

10- En tout et pour tout, seulement 12 cartouches ont été tirées par les Navy SEALs au cours de cette opération. Par conséquent, il n'y a pas eu de « fusillade prolongée » comme il a été laissé entendre. Par ailleurs, les hommes du DevGru n'ont pas, semble-t-il, apprécié l'annonce faite par le président Obama concernant la mort de Ben Laden quelques minutes après la fin de la mission. « Aucun politicien au monde n'aurait résisté à l'envie de récupérer les lauriers d'une telle prise, mais en le faisant, il a dévalué notre travail » ont-ils estimé, selon le Daily Mail. Selon eux, les renseignements pris dans le complexe d'Abbottabad auraient ainsi perdu de leur valeur avec cette déclaration qu'ils ont jugée prématurée.

La Marine dévoile les missions de ses sous-marins au large de la Libye



Les activités des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) sont en général discrètes, mais les tensions budgétaires actuelles ont une heureuse conséquence sur la communication militaire. La Marine, dont le chef d'état-major est un sous-marinier, n'entend pas être sacrifiée lors des arbitrages à venir. En jeu, la commande future de six **SNA Barracuda** - que tous les experts considèrent comme le nombre minimum

pour maintenir nos capacités (voir [mon post sur le sujet](#)).

Sous la signature de ma consoeur Nathalie Guibert, *Le Monde* consacrait hier un article au "rôle discret des sous-marins français dans les opérations en Libye". Un article [que l'on peut lire ici](#) et qui bénéficie des meilleures sources au sein d'Alfost, le commandement des sous-marins.

La Marine confirme donc que des SNA ont participé, en permanence, à des missions de renseignement, en immersion périscopique, devant les côtes libyennes, à la manière de ce qu'ils avaient déjà fait, en 1999, devant les côtes du Montenegro (bouches de Kotor) contre la marine serbe.

On apprend surtout que quatre SNA ont été engagés dans cette opération, dont un à deux reprises. C'est la raison pour laquelle les SNA n'ont pas pu être déployés dans l'Atlantique durant quatre mois, comme l'avait confié le chef d'état-major de la marine aux députés. Avec un taux de disponibilité de 60%, la Marine dispose en permanence de trois ou quatre SNA. En fait, toute la flotte disponible a été essentiellement engagée en Libye. Les opérations ont débutées fin février - avant le déclenchement de la guerre - et se sont achevées le 25 octobre. Huit mois au total.

Il y a donc eu cinq patrouilles de SNA pour assurer la permanence : soit une présence opérationnelle de sept semaines en moyenne pour chaque SNA. Sept semaines devant les côtes libyennes, au plus près de la surface et en plein été, cela peut être long, très long...

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 8 Novembre 2011 à 11:46

Libye : Presque toute la flotte disponible y est passée



Frégates de la Marine nationale
crédits : MARINE NATIONALE

Pour répondre aux questions de certains de nos lecteurs, nous avons fait le point, avec la Marine nationale, sur l'identité des 27 bâtiments français engagés au large de la Libye durant l'opération Harmattan/Unified Protector. Il s'agit du porte-avions Charles de Gaulle, des bâtiments de projection et de commandement Mistral et Tonnerre, des frégates de défense aérienne Forbin, Chevalier Paul, Cassard et Jean Bart, des frégates anti-sous-marines Tourville, Georges Leygues, Dupleix, Montcalm et Jean de Vienne, des frégates furtives La Fayette, Surcouf, Courbet, Guépratte et Aconit, des avisos Lieutenant de Vaisseau Le Hénaff, Lieutenant de Vaisseau Lavallée et Commandant Birot, des bâtiments de commandement et de ravitaillement Var, Marne et Somme, du pétrolier-ravitailleur Meuse, ainsi que trois sous-marins nucléaires d'attaque, dont on ne révélera pas les identités.



BCR, FDA, BPC et aviso (© : MARINE NATIONALE)

Un niveau d'engagement considérable

Cette liste est très intéressante dans la mesure où elle montre à quel point la Marine nationale a été sollicitée ces derniers mois. Durant Harmattan, c'est en effet la quasi-totalité de la flotte disponible, et même en fait de la flotte tout court pour ce qui concerne Toulon, qui a été engagée en Libye. Sur la période d'opérations, du 17 mars au 31 octobre, toutes les grandes unités

toulonnaises de la Force d'Action Navale se sont relayées de l'autre côté de la Méditerranée, soit le porte-avions, 100% des effectifs de BPC, de FDA, de FASM, de FLF et de BCR/PR, ainsi que 25 % des avisos, les autres assurant des missions de surveillance maritime ou de police des pêches. Seuls les transports de chalands de débarquement Foudre et Siroco n'ont pas vu les côtes libyennes, puisque déployés au large de l'Afrique ou en arrêt technique durant Harmattan (leurs capacités n'étaient de toute façon par requises).



Le LV Le Hénaff (© : MARINE NATIONALE)

En revanche, même les unités brestoises opérationnelles, qui n'étaient pas mobilisées pour la protection de la force océanique stratégique, sont venues en renfort, comme la frégate Tourville, ainsi que les avisos LV Lavallée et LV Le Hénaff. Même chose pour les sous-marins nucléaires d'attaque, au nombre de 6 basés à Toulon et dont la moitié, c'est-à-dire l'essentiel de

ce qui était disponible sur la période, a été engagé en Libye. Quant à l'aéronautique navale, elle a également consenti un effort très important, en maintenant sur le Charles de Gaulle un groupe aérien embarqué durant 270 jours sur les 300 qui ont précédé le retour à Toulon le 12 août, puisqu'Harmattan a été précédée, pour le porte-avions, par le déploiement Agapanthe en océan Indien. Il convient enfin de mentionner les hélicoptères embarqués sur les différents bâtiments et les avions de patrouille maritime Atlantique 2 qui, fonctionnant eux-aussi à flux tendu, ont assuré

le service sur le théâtre libyen. En somme, on n'avait peut être pas vu, proportionnellement, un tel engagement aéronaval depuis l'affaire de Suez, en 1956.



Groupe aéronaval (© : MARINE NATIONALE)

Obligée de faire des choix

Pour remplir le contrat, la Marine nationale a, malgré tout, été contrainte de faire ce que les militaires redoutaient depuis longtemps en raison des baisses d'effectifs : Des choix, parfois difficiles. Il a, ainsi, fallu renoncer à maintenir le niveau d'engagement en océan Indien, en réduisant de moitié la présence aéromaritime dans une région où, pourtant, les intérêts stratégiques sont bien réels (protection des

approvisionnements, lutte contre le terrorisme, les trafics et la piraterie...) En Méditerranée, la moitié des opérations prévues de lutte contre trafiquant de drogue ont été annulées, faute de moyen. Et, en jouant les équilibristes avec le planning des patrouilles des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, basés à Brest, il a également fallu renoncer à déployer un SNA en Atlantique. En somme, la marine est parvenue à réaliser un remarquable tour de force, en jouant très finement avec la disponibilité des matériels (des pièces ont notamment été échangées entre navires au fur et à mesure), au prix de quelques sacrifices et évidemment d'un engagement total de ses unités, le personnel devant être le premier à en recevoir les lauriers. Mais cette situation démontre également la limite des réductions de format, d'autant qu'après le coup de feu, le gros de la flotte est cloué à quai pour d'indispensables périodes de maintenance, parfois retardées en raison des opérations. Sans compter la nécessité de « régénérer le potentiel humain », comme on dit chez les militaires, c'est-à-dire notamment rattraper le retard pris dans la formation de personnels, par exemple chez les pilotes.



Rafale et Super Etendard sur le Charles de Gaulle (© : MARINE NATIONALE)

L'irréductible format

En définitive, peu de forces armées, et pas seulement en France, peuvent se targuer d'avoir proportionnellement engagé autant de moyens. Mais ce « cocorico » pour la Marine nationale n'est pas sans susciter quelques questions quant au format actuel de la flotte, dans un monde où les enjeux maritimes ne cessent de croître. Depuis la chute du mur de Berlin, les effectifs n'ont cessé de diminuer et, à chaque coup de rabet budgétaire, la marine, pourtant considérée par les financiers de l'Etat comme « la bonne élève » des armées en matière de rationalisation, est priée de faire des efforts supplémentaires, comme ses camarades de Terre et de l'Air. Régulièrement, les marins ont pourtant fait savoir qu'il n'y avait « plus de gras ». Or, s'il est sans doute toujours possible de réaliser quelques économies ici et là, pour l'essentiel, 2011 aura démontré que la marine a bel et bien rongé ses réserves « jusqu'à l'os ».



Le groupe aéronaval (© : MARINE NATIONALE)

06.11.2011

418 millions de \$ pour la location d'hélicoptères civils en Afghanistan



Parmi les contrats annoncés le 3 novembre par le Pentagone, six ont été passés par le *Transportation Command* et concernent la location d'hélicoptères à des prestataires civils (parmi eux AAR Airlift dont les *Puma* volent déjà au profit du *Military Sealift Command*. Photo US Navy) pour des prestations de transport de personnel et de fret, en Afghanistan.

Montant total de ces contrats : plus de 418 millions de dollars, pour une année (lire ci-dessous). L'annonce du Pentagone ne stipule pas le nombre d'appareils mis en oeuvre.

Les sociétés sont connues puisqu'elles opèrent déjà en Afghanistan. Mais le volume de ces contrats montre bien que le recours à

des prestataires civils est incontournable tant la pénurie d'hélicoptères de transport est évidente sur ce théâtre (comme sur d'autres, d'ailleurs). Parmi les prestataires retenus figure Columbia Helicopters dont les *Chinook* pourraient être utilisés pour le transport (hors opérations) des troupes françaises.

Vertical de Aviacion, Ltd., Bogota, Colombie, est accordée une modification d'année option \$145,840,994 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-10-D-R027).

AAR Airlift Group, Inc., Palm Bay (Floride), est accordée une modification d'année option \$99,369,772 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-10-D-R026).

Hélicoptères de Corp. / Canadian Commercial canadien, Ltée, Ottawa, Canada, est accordé une modification d'année option \$65,873,112 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-10-D-R025).

Columbia Helicopters, Inc., Portland, Oregon, est accordée une modification d'année option \$54,670,930 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-11-D-R021).

Construction Helicopters, Inc., Howell, Michigan, est accordée une modification d'année option \$29,254,456 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-11-D-R022).

Evergreen Helicopters, Inc., McMinnville (Oregon), est accordée une modification d'année option \$22,790,000 pour les aéronefs à voilure tournante, personnel, matériel, outils, matériel, entretien et supervision nécessaire pour effectuer des passagers et fret des services de transport aérien. Travaux seront exécutés en Afghanistan, et l'option commencera le 1er novembre 2011, être achevés d'ici le 31 octobre 2012. Ce contrat a été une acquisition concurrentielle. United States Transportation Command, Direction de l'Acquisition, Scott Air Force Base, Ill., est l'activité de négociation des contrats (HTC711-10-D-R028).

Washington envisagerait un retrait plus rapide d'Afghanistan



Des hélicoptères américains sur une base, dans la province de Helmand.AFP/BEHROUZ MEHRI

Une nouvelle inflexion dans la stratégie américaine ? Les Etats-Unis envisagent de deconcentrer leurs efforts en Afghanistan sur l'entraînement de l'armée afghane, amenée à prendre plus de responsabilités dans la lutte contre les talibans, et ainsi se ménager la possibilité d'un retrait anticipé d'une partie du contingent américain. Plusieurs réunions de haut niveau se sont tenues récemment entre responsables de l'administration Obama et du Pentagone à propos d'une modification de la mission des troupes américaines vers un rôle davantage axé sur le conseil et la formation des forces afghanes, indique le *Wall Street Journal*.

Cette révision de la stratégie permettrait de limiter les missions de combat et d'aboutir à un désengagement plus rapide du pays, croit savoir le quotidien. Or Barack Obama, qui a envoyé plusieurs dizaines de milliers de soldats supplémentaires au début de son mandat, affronte une difficile campagne pour sa réélection en novembre 2012. Le Pentagone n'a pas formellement démenti les informations du Wall Street Journal, mais martèle que *"la politique de l'administration n'a pas changé"*.

UN RETRAIT D'ICI À LA FIN DE L'ÉTÉ 2012

Lors du sommet de Lisbonne fin 2010, les dirigeants des pays de l'OTAN, dont le président Obama, ont entériné la décision de transférer l'intégralité de la responsabilité de la sécurité dans le pays aux forces afghanes à la fin 2014. M. Obama s'est depuis contenté d'annoncer le retrait d'ici à la fin de l'été 2012 des troupes envoyées en renfort fin 2009, soit environ 30 000 hommes. *"Aucune proposition formelle à propos d'un changement de mission n'a été présentée à l'OTAN ou par le Pentagone à la Maison Blanche"*, a déclaré à la presse un porte-parole du Pentagone, George Little. En Irak, les Etats-Unis avaient lancé l'opération Aube nouvelle axée sur la formation de l'armée irakienne à l'été 2010, trois ans après les renforts envoyés en Irak pour repandre la main face à l'insurrection.

Les 97 000 soldats américains et 45 000 hommes de la coalition internationale mènent à la fois des missions de combat pour réduire l'insurrection talibane et des missions de formation et d'assistance de l'armée et de la police afghane. Expert au Centre pour une nouvelle sécurité américaine (CNAS), Andrew Exum dit ne pas être surpris par la préparation de cette nouvelle stratégie. *"Il vaut mieux le faire quand on a 80 000 hommes sur le terrain que lorsqu'on en a 40 000"*, cela fait plus d'effectifs pour entraîner l'armée afghane, a-t-il expliqué. Cela ne signifie pas

forcément un retrait accéléré des troupes américaines, estime-t-il, mais pose un problème potentiel : "Est-ce que le changement de mission sera perçu comme une fuite des États-Unis vers la sortie ou une transition logique ?"

L'intérêt de cette stratégie serait selon lui de préparer les mentalités au sein de l'armée afghane à prendre en main la responsabilité du combat. L'OTAN prévoit d'avoir formé 195 000 soldats et 157 000 policiers afghans d'ici à octobre 2012. Leur niveau reste la principale inconnue. Actuellement un seul bataillon afghan sur 173 est noté comme étant "*indépendant*" de la coalition sur le plan opérationnel

09.11.2011

Le retrait US d'Irak ne sera pas terminé avant le 30 juin 2012



Le retrait d'Irak des troupes américain sera-t-il total le 31 décembre? Il reste actuellement une trentaine de milliers d'hommes qui auront certainement quitté le pays à la date fixée. Toutefois, les Américains n'ont toujours pas évacué du territoire irakien un volume important de matériel (véhicules, containers, générateurs, matériel de transmissions..., trois millions de pièces d'équipements au total). La *Defense Logistics Agency* (DLA) et des centaines de logisticiens sont chargés de ce retrait.



Pour faire protéger ses propres approvisionnements en carburant et en nourriture, en provenance du Koweït, la DLA ne peut plus compter sur les forces de l'US Army. Elle a donc recours aux services d'une société spécialisée dans l'escorte des convois. Le 8 juillet dernier, un contrat a été attribué à la société de sécurité Olive Group North America pour dix *Convoy Escort Teams* (équipes de protection de convoi), dans le cadre du contrat W52P1J-11-D-00430K02 qui courait jusqu'au 31 décembre 2011. Un contrat d'un montant non spécifié; en outre, ce contrat n'a pas été notifié sur le site du Pentagone.

Or, le 27 octobre, ce contrat a été prolongé jusqu'au 30 juin 2012! En outre, 35 *Convoy Escort Teams* supplémentaires ont été demandés à Olive Group, ce qui porte à 45 le nombre d'équipes de protection déployées. Cette modification de contrat a été passée dans le cadre d'une procédure d'urgence (« FAR 6.302-2 - *Unusual and compelling urgency* »), sans appel d'offres.

L'autorisation de dépenses, dont une copie expurgée est visible [ici](#), précise qu'un autre contrat de ce type pourrait être attribué pour la période allant de juillet à décembre 2012. Au cas où le retrait total du matériel prendrait encore plus de temps...

Le scandaleux traitement des dépouilles de militaires américains morts au combat

9 novembre 2011 – 20:32

Les Etats-Unis passent pour être un pays qui aime ses soldats, avec un lien armée-nation fort. Seulement, le respect dû aux militaires morts en opération n'est pas toujours de mise.

Ainsi, en 2010, un rapport du Sénat avait révélé l'incroyable affaire du cimetière d'Arlington, où reposent près de 300.000 militaires. Selon le document, qui a donné lieu à plusieurs enquêtes par la suite, entre 4.900 et 6.600 tombes ne portent aucune inscription permettant d'identifier les défunts.

Et pire encore, pour d'autres, les noms gravés sur la pierre tombale ne correspondent pas à ceux des soldats enterrés. Pour expliquer ce scandale, un dysfonctionnement dans le système de gestion automatisé du cimetière.

L'existence d'une autre affaire vient d'être reconnue par le chef d'état-major de l'US Air Force, le général Norton Schwartz. Et c'est un officier visiblement atterré et embarrassé qui a présenté les conclusions d'une enquête interne sur ce qu'il s'est passé à la morgue de la base de Dover (Delaware), où transitent les dépouilles des soldats américains tués en Irak et en Afghanistan avant qu'elles ne soient rendues aux familles. C'est à la suite d'une plainte de trois employés de la base que des investigations ont pu être menées.

Ainsi, [plusieurs cas pour le moins macabres](#) ont été recensés pour la période allant de 2008 à 2010. Il y est en effet question de disparitions de restes humains, dont ceux de l'équipage d'un F-15 accidenté en Afghanistan, ou encore d'amputations post-mortem, comme pour ce soldat du corps des Marines, victimes d'un engin explosif improvisé, dont le bras a été sectionné et placé au fond de son cercueil afin de pouvoir le vêtir de son uniforme.

Des responsables de la morgue ont fait l'objet de sanctions mais ils n'ont pas été renvoyés pour autant, le général Schwartz ayant expliqué qu'ils n'avaient pas agi « délibérément » et que leurs manquements étaient dus à des problèmes « systémiques » de gestion.

Cependant, cette décision n'est pas [du goût de l'Office of Special Counsel](#), une agence fédérale dont la mission est de recueillir les déclarations d'employés témoins de mauvaises pratiques dans leur administration ou entreprise. « L'US Air Force n'a pas pris de sanctions disciplinaires suffisantes contre les responsables de ces dysfonctionnements » a fait valoir sa directrice.

« Nous sommes tous déterminés à traiter nos morts comme s'il s'agissait de notre propre fils ou fille » a toutefois déclaré le général Schwartz, qui a par ailleurs indiqué endosser l'entière responsabilité de cette affaire. C'est quand même la moindre des choses.

Renforcement du dispositif américain dans le Golfe après le départ d'Irak

L'administration Obama projette de renforcer la présence militaire américaine dans le Golfe persique à l'issue du retrait cette année des troupes restantes d'Irak, selon les officiels et les diplomates. Ce repositionnement pourrait comprendre de nouvelles forces combattantes au Koweït, capables de réagir à un effondrement de la sécurité en Irak ou à un affrontement militaire en Iran.



Ces projets, en discussion depuis des mois, ont gagné en prégnance depuis l'annonce par le président Obama au mois d'octobre du rapatriement des derniers soldats américains sur le sol irakien d'ici la fin décembre. Mettre un terme à cette guerre de huit années était une promesse centrale de la campagne présidentielle mais les officiels et diplomates américains, ainsi que des officiels de plusieurs pays de la région ont peur que le retrait laisse dans son sillage l'instabilité, ou pire.

Après avoir sans succès pressé et l'administration Obama et le gouvernement irakien pour autoriser le maintien en Irak de pas moins de 20.000 soldats américains au-delà de l'année 2011, le Pentagone entrevoit maintenant une alternative.

En sus des négociations pour le maintien d'une présence combattante terrestre au Koweït, les Etats-Unis envisagent le déploiement d'un plus grand nombre de bâtiments de guerre dans les eaux internationales de la région.

Avec un œil sur le belliqueux Iran, l'administration cherche de même à resserrer les liens militaires avec les six nations du Conseil de coopération du Golfe : l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar, les Emirats Arabes Unis et le sultanat d'Oman. Puisque les Etats-Unis entretiennent d'étroites relations bilatérales avec chacune de ces nations, l'administration et l'armée tente de favoriser pour le Golfe persique une nouvelle "architecture sécuritaire" qui intégrerait des patrouilles aériennes et une défense balistique.

La dimension de cette force terrestre de réserve qui sera basée au Koweït reste au cœur des négociations, avec une réponse attendue dans les jours à venir. Les officiers du quartier général du Commandement central, ici à MacDill, refusent d'évoquer le détail des propositions, il est cependant clair que des plans de déploiement couronnés de succès des dernières décennies pourraient être incorporés dans les projets de pied-à-terre post-Irak dans la région.

Par exemple, sur la période entre la guerre du Golfe en 1991 et l'invasion de l'Irak en 2003, l'armée des Etats-Unis gardait en permanence au Koweït au moins un bataillon de combat, et parfois même une brigade complète, ainsi qu'un énorme arsenal prêt à être déballé dans l'éventualité d'une projection plus importante de troupes dans la région.

"Retour vers le futur", voilà comment le major-général Karl R. Horst, chef d'état-major du Commandement central, a décrit le projet d'un nouveau positionnement dans le Golfe. Il a indiqué que le commandement se concentrerait plus sur des déploiements plus restreints mais hautement compétents et des partenariats de formation avec les militaires locaux. *"Nous pensons plutôt revenir à la méthode utilisée, avant que nous affichions cette forte présence sur le terrain"*, précise le général Horst. *"Je pense que c'est sain. Je pense que c'est efficace. Je pense que c'est pratique."*

Monsieur Obama et ses conseillers supérieurs en sécurité nationale ont cherché à rassurer les alliés et à répondre aux critiques, parmi lesquels beaucoup de Républicains, au sujet du fait que les Etats-Unis n'abandonneront pas leurs engagements dans le Golfe persique, alors même que la guerre en Irak tire à sa fin et que la même chose est envisagé en Afghanistan d'ici la fin 2014.

La secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton a indiqué au Tadjikistan à la suite de l'annonce du président que *"nous maintiendrons une présence continue solide sur cette région, ce qui prouve notre engagement perpétuel en Irak et pour l'avenir de cette région si prometteuse et qui devrait être libérée des interventions extérieures afin de poursuivre sur le chemin de la démocratie."*

Dans le cadre de ces rencontres informelles avec les personnels militaires en Asie la semaine dernière, la secrétaire à la Défense, Leon E. Panetta, remarquait que les Etats-Unis avaient 40.000 hommes dans la région, dont 23.000 au Koweït, bien que la majeure partie de celles-ci servent de soutien logistique pour les forces en Irak.

Lorsqu'ils entreprennent cet effort, le Pentagone et son Commandement central, qui supervise ces opérations dans la région, ont entamé un réarrangement significatif des forces américaines, profondément conscients des contraintes politiques et budgétaires auxquelles les Etats-Unis font face, y compris les 450 milliards de dollars de coupes minimum des dépenses militaires sur les dix prochaines années prévus pour la réduction du déficit du budget.

Les officiers du Commandement central ont indiqué que l'ère post-Irak réclamait qu'ils recherchent des moyens plus efficaces pour déployer des forces et maximiser la coopération avec les partenaires locaux. Un des résultats des coupes à venir, indiquent les officiels, pourrait être une diminution drastique du nombre d'analystes du renseignement dédiés à cette région. En même temps, les officiers espèrent étendre leurs relations de sécurité localement. Le général Horst a indiqué que les exercices de formation étaient *"des signes d'engagement à la présence, des signes d'engagement des ressources et un signe d'engagement dans la création d'une aptitude au partenariat et d'un fonds de partenariat."*

Auteurs : Thom Shanker et Steven Lee Myers

Source : [New York Times](#) du 30 octobre 2011

Un FB "pour que l'ex-otage respecte les milis et leurs familles..."

[Un compte Facebook vient de s'ouvrir pour faire pression sur France 3 : il demande d'inonder le médiateur de la chaîne](#). Ses auteurs demandent précisément que le journaliste et ex-otage **Hervé Ghesquière**, dont le nom n'est pas cité une seule fois dans le texte fondateur, mais qui est clairement visé, "respecte les milis et leurs familles". Le texte, qui est consultable par tout à chacun, reprend le mécontentement qui avait suivi la libération du reporter de Pièces à conviction et de son JRI, **Stéphane Taponier** : les militaires ne cachaient pas leur incompréhension de l'argumentaire développé sur le tarmac de Villacoublay. Les deux journalistes estimaient notamment ne pas avoir été prévenus des dangers qu'ils encouraient, ce qui, en Afghanistan, est un non-argument.

Le buzz a vite couru, sur internet, notamment par comptes Facebook interposés, pour prendre celui d'un compte spécifique. Au moins une famille qui a perdu un des siens en Afghanistan avance avoir été dérangée ces dernières semaines par le comportement d'Hervé Ghesquière, lors d'un récent reportage à Tarbes qui alimentera (peut-être) l'émission prévue fin novembre. Mon confrère **Patrice Le Nen**, oeuvrant en presse télévisée, a aussi annoncé le transfert d'Hervé Ghesquière sur France 2, dans l'équipe d'Envoyé Spécial. Le médiateur de France 2 pourrait donc, lui aussi, recevoir du courrier, si le mouvement prenait.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/07/2011 12:39:00 PM](#)

LE ROLE DU SEA DANS L'OPERATION HARMATTAN

Mise à jour : 04/11/2011 11:42

Suite à la résolution 1973 du conseil de sécurité des nations unies, en date du 17 mars 2011, une coalition se forme pour venir en aide à la population libyenne. Le 31 mars, l'OTAN prend le commandement des opérations militaires.

7 mois plus tard, le 31 octobre, l'opération « unified protector » de l'OTAN est officiellement terminée et marque le début du désengagement des forces.

Depuis le 19 mars 2011, dans le cadre de l'opération « Harmattan » (nom de la participation française), le SEA agit en tant qu'opérateur spécialisé chargé du soutien pétrolier des moyens aériens et navals français engagés, à savoir :

- La composante aérienne à partir des bases aériennes métropolitaines (Istres, Evreux, Saint-Dizier, Avord, Solenzara) et des bases aériennes de La Sude (Crête) et de Sigonella (Sicile). Le SEA a projeté un détachement sur chacune de ces bases et organise les opérations d'avitaillement à partir de ses propres moyens ou en collaboration avec la nation hôte.

- La composante navale (Task Force 473) avec notamment le porte-avion Charles de Gaulle (hors ravitaillement à la mer) au travers du marché d'approvisionnement ;
- La composante aéromobile de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) à bord des bâtiments de projection et de commandement (BPC), Tonnerre et Mistral. Un détachement spécifique a été embarqué dont la mission est le soutien dédié aux aéronefs de l'ALAT au travers d'opérations d'avitaillement à bord du BPC mais également la réalisation potentielle d'opérations d'avitaillement à partir de plots de circonstance déployés à terre.

Le SEA a projeté un effectif de 19 militaires afin d'assurer l'ensemble du soutien en dehors du territoire national métropolitain. Cependant il convient de souligner le rôle important depuis le début de l'opération du DEA de la base aérienne d'Istres. En effet, si la base aérienne de Solenzara a été particulièrement impliquée au début de l'opération Harmattan, comme base aérienne avancée, aujourd'hui Istres est devenu le point principal de soutien en terme d'activité d'avitaillement. Un soutien est prodigué aux unités françaises mais également aux aéronefs étrangers de la coalition parmi lesquels les C-135 de l'USAF figurent en première place en tant que consommateurs. Le dépôt d'Istres connaît une activité journalière moyenne de 700 m³ avec parfois des pointes supérieures à 1 800 m³.



Durant les phases de montée en puissance des bases métropolitaines des renforts ont été dépêchés afin de permettre la continuité permanente du soutien. Globalement, plus de 400 personnes du SEA sont engagées directement ou indirectement au titre du soutien de cette opération.

Une organisation adaptée.

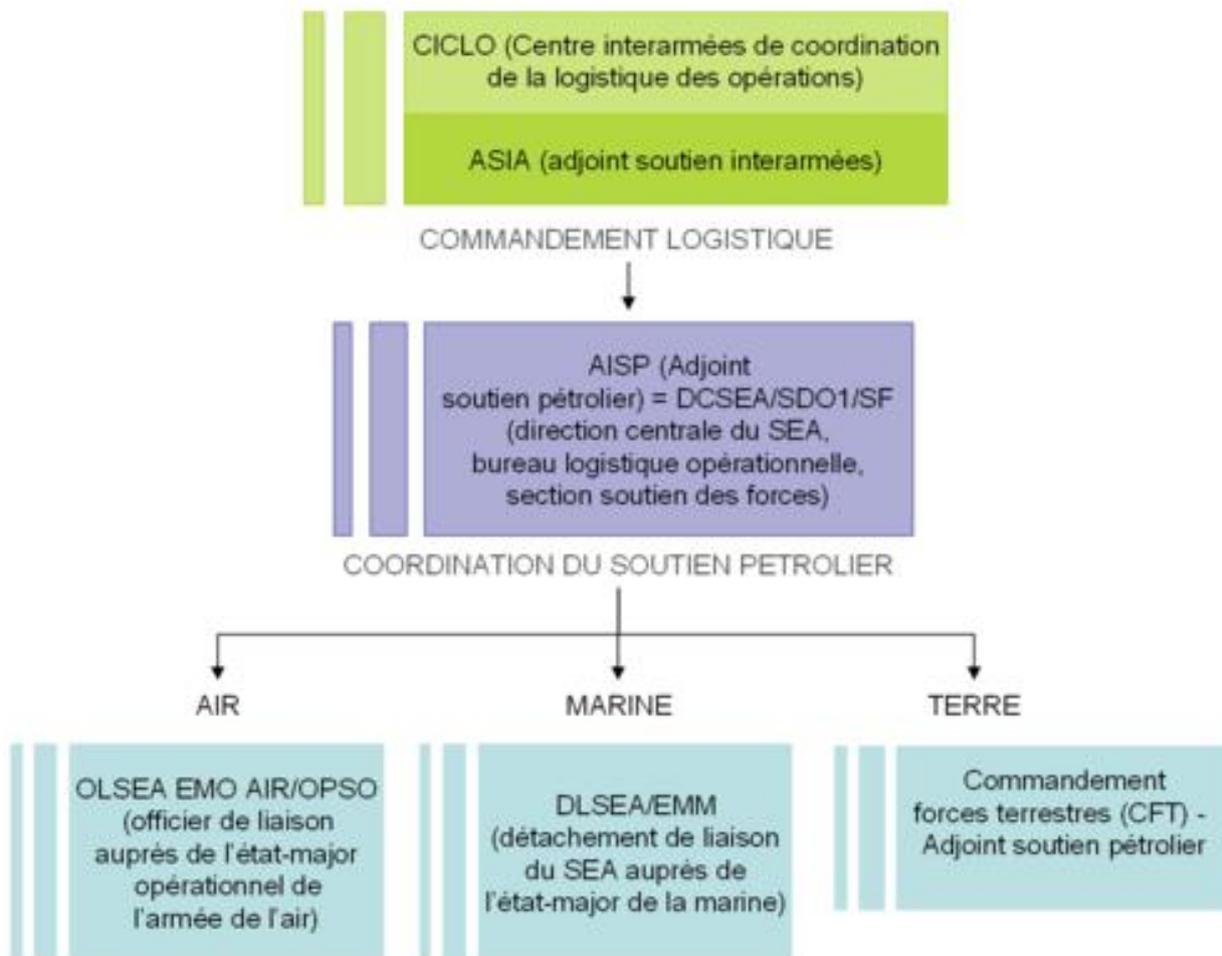
Pendant la durée de l'opération, une organisation particulière du soutien pétrolier est mise en place. Si la fonction d'AISP (adjoint interarmées de soutien pétrolier) est toujours placée auprès de l'adjoint soutien interarmées au CICLO⁽¹⁾, elle est cette fois-ci assurée non pas depuis un théâtre d'opération mais depuis la direction centrale du SEA (bureau logistique opérationnelle, section soutien des forces).

Autorité technique et d'emploi des moyens du SEA, l'AISP assure la coordination du soutien pétrolier de l'opération en s'appuyant sur les représentants du SEA dans les armées :

- l'OLSEA/EMO AIR/OPSO pour l'armée de l'air ;

- le DLSEA/marine placé auprès de l'état-major de la marine ;
- l'adjoint soutien pétrolier, placé auprès du CFT.

L'AISP est en mesure d'assurer des reconnaissances techniques (moyens d'infrastructure matériels et équipements existants) et de préparer la passation d'un contrat d'approvisionnement en produits pétroliers.



Le renouvellement de la flotte logistique française sur la table



Le remplacement de la flotte logistique de la Marine nationale, pour le moment prévu à la fin de la décennie, revient sur le devant de la scène. C'est en tous cas le souhait de certains députés, qui ont fait adopter par la Commission de la défense de l'Assemblée nationale un amendement au projet de loi de finances 2012. Proposé par François Cornut-Gentille et Marguerite Lamour, cet amendement vise à intégrer au PLF 2012 une ligne budgétaire de 5 millions d'euros consacrée aux études portant sur les nouveaux bâtiments logistiques de la marine française ou, à défaut, sur la modernisation de la flotte existante. Pour les parlementaires, les unités de ravitaillement sont essentielles pour les opérations nécessitant une projection de forces. Or, le vieillissement des unités actuellement en service (âgées d'une trentaine d'années), pose problème. « Le déploiement de forces à l'étranger et l'utilisation intensive du groupe aéronaval conduisent à un



emploi soutenu de ces bâtiments dans des zones de combat. Ils conditionnent en effet la capacité de la marine à intervenir dans la durée et à grande distance de la métropole. Pour éviter toute rupture capacitaire, il est nécessaire d'engager dès aujourd'hui les études pour envisager le remplacement ou la modernisation de ces navires », a plaidé Marguerite Lamour devant la Commission de la Défense.

Le Marne ravitaillant le Charles de Gaulle au large de la Libye (© : EMA)

« Au moindre incident, toute la flotte de ravitailleurs devra rester au port »

La députée du Finistère a également attiré l'attention de ses collègues sur le fait que les actuels pétroliers-ravitailleurs n'étaient pas à double coque. « Ces bâtiments sont des monocoques, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus conformes aux normes en vigueur. Au moindre incident, la France pourrait se voir reprocher ce point et s'expose donc à des risques forts. Nos alliés pourraient même s'opposer à ce que nous déployions ces navires dans des opérations internationales. Par ailleurs, au moindre incident, toute la flotte de ravitailleurs devra rester au port, limitant fortement la capacité d'action de la marine ».

Adopté en Commission, l'amendement sera soumis au vote de l'Assemblée, au cours de l'examen sur le PLF 2012.



Brave ravitaillant une FREMM et le Charles de Gaulle (© : DCNS)

Pour mémoire, la Marine nationale dispose aujourd'hui de quatre unités logistiques, le pétrolier-ravitailleur Meuse, ainsi que les bâtiments de commandement et de ravitaillement Var, Marne et Somme, entrés en service en 1980, 1983, 1987 et 1990. En octobre 2009, le ministère français de la Défense a décidé de lancer une étude visant à déterminer

les caractéristiques des futurs bâtiments du programme Flotte Logistique. Pour le moment, ce projet, qui pourrait être mené en coopération avec la Grande-Bretagne, verrait les nouveaux navires entrer en service entre 2015 et 2020, leur financement étant prévu sur la prochaine loi de programmation militaire. Les industriels s'intéressent bien évidemment déjà au sujet, DCNS ayant notamment développé un nouveau concept de bâtiment logistique baptisé Brave.

Dernière cérémonie des couleurs à bord de la frégate Tourville



Le Tourville, lorsqu'il était encore en service
crédits : MARINE NATIONALE

10/11/2011

La frégate anti-sous-marine Tourville a affalé pour la dernière fois le pavillon français. Retiré du service actif au mois de juin dernier, le bâtiment a connu hier sa dernière cérémonie des couleurs. L'équipage a donc quitté le bord et la frégate perd son nom pour devenir une simple coque. En cale sèche à Brest, les travaux de préparation à l'intégration de l'ex-Tourville dans la filière de démantèlement ont, d'ailleurs, déjà débuté (voir photos en fin d'article).

Tête de série des trois FASM du type F67, le Tourville, construit à Lorient, est entré en service en juin 1975. Longue de 152.7 mètres pour un déplacement de 6100 tonnes en charge, cette frégate, armée par 250 marins, pouvait mettre en oeuvre 6 missiles antinavire Exocet MM38, un système surface-air Crotale, deux tourelles de 100mm, deux canons de 20mm, des torpilles, un hélicoptère Lynx (deux initialement), un sonar d'étrave et un sonar remorqué. Au cours de ses 36 ans de carrière, le Tourville a eu 24 commandants et a parcouru 1.053.688 milles à travers le monde. Son premier sistership, le Duguay-Trouin, a été prématurément désarmé en 1999, la dernière frégate de la série, le De Grasse, devant l'être d'ici 2014. Ces bâtiments seront remplacés par les nouvelles frégates multi-missions (FREMM), dont le premier exemplaire, l'Aquitaine, arrivera à Brest l'an prochain. Les FREMM remplaceront également les 7 FASM du type F70 ASM, dont les Georges Leygues, Primauguet, La Motte-Picquet et Latouche-Tréville, toutes quatre basée à la pointe Bretagne.



meretmarine.com

Dernière cérémonie des couleurs sur le Tourville (© : MARINE NATIONALE)



meretmarine.com

Dernière cérémonie des couleurs sur le Tourville (© : MARINE NATIONALE)



meretmarine.com

Dernière cérémonie des couleurs sur le Tourville (© : MARINE NATIONALE)



Dernière cérémonie des couleurs sur le Tourville (© : MARINE NATIONALE)

Pakistan: au moins 3 morts dans une frappe de drone américain

Publié le 03-11-11 à 11:15 Modifié à 11:15 Réagir

Au moins trois rebelles présumés ont été tués jeudi dans un bombardement de drone américain dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, sanctuaire d'Al-Qaïda et de ses alliés talibans, ont annoncé à l'AFP des responsables pakistanais.

L'avion sans pilote a tiré deux missiles sur un ensemble de maisons à Darpakhel Sarai, un bastion du réseau taliban afghan Haqqani proche de Miranshah, la principale ville du district tribal du Waziristan du Nord, frontalier de l'Afghanistan, ont précisé ces responsables.

"Au moins trois rebelles ont été tués", a déclaré un responsable des services de sécurité locaux, un bilan confirmé par un responsable des services de renseignements.

Selon plusieurs témoins, un autre drone américain avait auparavant tiré deux autres missiles sur cette cible sans l'atteindre.

Le réseau Haqqani est considéré par Washington comme la bête noire des troupes de l'Otan, aux deux tiers américaines, en Afghanistan. Washington ne cesse ces derniers mois d'appeler en vain Islamabad à en faire plus pour le déloger de son sanctuaire montagneux du Waziristan du Nord.

Les bilans de ces bombardements et l'appartenance des victimes à la mouvance rebelle ne peuvent être confirmés de source indépendante, faute d'accès à ces régions reculées et en partie tenues par les talibans et Al-Qaïda.

Lancée en 2004, la campagne de tirs de drones américains sur les zones tribales frontalières de l'Afghanistan s'est intensifiée ces trois dernières années, avec plus de 220 attaques depuis août 2008, d'après les autorités locales.

Islamabad estime que les drones ont fait sur cette période plus de 1.700 morts, en grande majorité des combattants islamistes. Selon plusieurs instituts occidentaux, ils ont fait de 1.700 à 2.400 morts environ depuis 2004, dont plusieurs centaines de civils.

Les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, leur allié-clé depuis fin 2001, restent houleuses, surtout depuis qu'un commando américain hélicoptère clandestinement a tué Oussama Ben Laden le 2 mai dans le nord du Pakistan.

Le Pentagone veut de nouvelles armes pour le cyberspace

8 novembre 2011 – 16:40

En juin dernier, [le Washington Post](#) indiquait que le Pentagone disposait d'armes cybernétiques, comme par exemple des virus, lui permettant de mener, le cas échéant, des offensives contre des réseaux informatiques.

Pour développer ces armes, les militaires américains n'ont pas besoin d'autorisations spéciales pour pénétrer les systèmes informatiques d'autres puissances afin d'en étudier les failles. En revanche, il leur faut l'accord de la Maison Blanche dans le cas où il serait question d'y introduire des virus ou des maliciels, comme, par exemple, le virus Stuxnet.

Mais, manifestement, les capacités actuelles de l'armée américaine sont insuffisantes. En effet, la Darpa, l'agence du Pentagone en charge de la recherche, a fait part de son intention de créer de nouvelles cyber-armes, tant offensives que défensives.

Les Etats-Unis ont besoin de « solutions meilleures et plus nombreuses » pour se protéger de cyber-attaques, a estimé Regina Dugan, la directrice de la Darpa. « Les cyber-attaques ne menacent pas simplement nos données informatiques. Elles menacent en réalité toutes nos installations et notamment notre réseau informatique militaire » a-t-elle ajouté.

Et selon le principe « si tu veux la paix, prépare la guerre », Regina Dugan préconise de mettre au point des outils « offensifs » pour protéger les réseaux américains, d'autant plus que ces derniers subissent un nombre sans cesse croissant d'attaques, menées par des pays qui renforcent leurs capacités cybernétiques.

« Notre objectif premier est d'éviter une guerre. Cela se fait en partie en se préparant à cette éventualité. Mais pour parer à un échec en matière de prévention, nous devons prendre nos responsabilités en nous préparant à répliquer », a expliqué la directrice de la Darpa.

Par ailleurs, mettre l'accent sur des capacités offensives, autrement dit sur la dissuasion, sans pour autant délaisser la mise au point de systèmes défensifs, s'explique par le fait qu'il faut plusieurs millions de lignes de code pour protéger un réseau alors qu'il en faut une centaine pour programmer un virus.

Aussi, l'agence du Pentagone recommande de pratiquement doubler les crédits alloués à la recherche en la matière, pour les porter à 208 millions de dollars, contre 120 millions actuellement.

La construction du nouveau destroyer furtif américain se poursuit



Vue du futur USS Zumwalt (DDG 1000)
crédits : US NAVY

09/11/2011

Les Américains poursuivent-ils la réalisation de leur premier destroyer aux lignes futuristes ? C'est la question que l'on pouvait se poser depuis de nombreux mois. Aucune information n'a, en effet, vraiment filtré depuis la signature, en 2008, du contrat devant lancer la construction de la tête de série du programme DDG1000, le futur USS Zumwalt. Malgré les doutes, l'assemblage de l'étonnant bâtiment se poursuit aux chantiers BIW de Bath. Pour preuve, Huntington Ingalls Industries a annoncé le 31 octobre avoir signé un contrat de 13 millions de dollars pour poursuivre les travaux qui lui incombent. HII précise même qu'il devrait livrer au second trimestre 2012 le bloc passerelle du futur Zumwalt, réalisé par son site de Gulfport, spécialisé dans les matériaux composites. HHI doit, ensuite, livrer le hangar hélicoptère et les structures périphériques des lanceurs verticaux.



Vue du futur USS Zumwalt (© : HII)

Nouveau type de destroyer lance-missiles furtif, spécialisé dans l'action littorale, l'USS Zumwalt mesurera 185 mètres de long pour un déplacement de 14.500 tonnes en charge. Son armement doit comprendre deux tourelles de 155mm AGS pour les tirs à longue portée et 80 missiles Tomahawk, Harpoon, SM-3 et ESSM. S'ajouteraient à cette dotation deux tourelles de 57mm, des tubes lance-torpilles, un hélicoptère et des drones. Très complexe, ce programme a été marqué par des dépassements de coûts, conduisant à une réduction significative du nombre de commandes. Sur 32 unités initialement prévues, seules trois devraient être construites. La construction des deux premiers, les Zumwalt (DDG 1000) et Michael Monsoor (DDG 1001) ne devrait s'achever avant 2014/2015. Ces destroyers seront les plus chers de l'histoire, avec un coût unitaire de plus de 1 milliard de dollars.



Une munition de 155mm à longue portée (© : BAE SYSTEMS)

Scandale : la Grèce dépense plus d'un milliard d'euros pour acheter des chars

Atlantico, Publié le 11 octobre 2011 - Mis à jour le 6 novembre 2011

Alors que la Grèce, en faillite potentielle, bénéficie d'une manne d'aides financières (UE, FMI...), elle s'apprête par ailleurs à acheter pour plus d'un milliard d'euros de chars aux Etats-Unis...

Depuis des mois, il ne se passe pas une journée sans que les médias nous abreuvent d'informations concernant la probable faillite de la Grèce avec son cortège de conséquences en série, des risques de faillite des banques au risque de faillite des États (dont la France). Depuis le début les Grecs manifestent pour protester contre les plans d'austérité qui succèdent aux plans d'austérité dans un pays ruiné du fait de la lâcheté et de l'incompétence crasse de sa classe politique et d'une fraude fiscale massive contre laquelle les dirigeants du pays n'ont jamais rien fait. **Le total des aides apportées à la Grèce par l'Europe et le FMI ont atteint la somme extravagante de 160 milliards d'euros pour un pays de 11 millions d'habitants.**

On pouvait dès lors imaginer que la Grèce ferait les efforts nécessaires pour rétablir ses comptes publics alors qu'elle ne boucle ses fins de mois que grâce aux contribuables européens dont nous et que, en cas de besoins impératifs d'achats pour l'État grec, celui-ci se tournerait en priorité vers ses prêteurs, c'est-à-dire vers les pays de l'Union Européenne.



Crédit Reuters

Patras, **l'information vient d'être divulguée par le quotidien espagnol « la Razon », la Grèce va acheter 400 chars lourds M1 Abrams d'occasion ainsi que 20 véhicules amphibie « AA7VA1 » aux États-Unis pour un montant estimé à 1,28 milliards d'euros.** Ainsi les contribuables européens aident la Grèce pour que celle-ci fasse tourner l'industrie d'armement US. Les Polonais l'avaient inventé avec les avions de chasse en achetant en 2003 des F-16 avec les subventions européennes, les Grecs nous refont le coup en 2011 avec les chars d'assaut. **Rappelons simplement que l'Armée française a en tout et pour tout 400 chars Leclerc pour 65 millions d'habitants,** c'est dire si les grecs n'y vont pas avec le dos de la cuillère en terme de dépense pour leur budget militaire alors que la même semaine, comme le dit « la rason », le gouvernement grec se réunissait pour trouver 7 milliards d'économies dans les dépenses publiques.

Dès lors une seule question se pose : « **De qui les dirigeants grecs se moquent ils ?** ».

Ils s'étaient engagés à privatiser leurs entreprises publiques et depuis rien. Ils s'étaient engagés à lutter contre la fraude fiscale et depuis rien et, pour nous remercier de nous serrer la ceinture pour eux (et nous n'avons encore rien vu), ils achètent des armes en quantité astronomique aux USA. On comprend mieux en voyant ce scandale que le mot « proxénète » soit d'origine grecque.

On attend de la part de nos dirigeants le blocage de toute nouvelle aide et l'annulation pure et simple de ce contrat par l'État grec car ce n'est pas aux contribuables européens de payer les impôts que les Grecs refusent de payer pour aider l'industrie d'armement américaine. J'ai pourtant malheureusement peur qu'aucun d'entre eux n'ait le courage d'élever la voix.

NDLR : Suite à la publication dans la presse européenne de ces informations en octobre, [le gouvernement grec a démenti l'achat en évoquant seulement un projet non suivi d'effets.](#)

Les bonnes affaires de Sodexo: +6,5% dans la Défense

Michel Landel, Directeur Général de Sodexo, a présenté le 7 novembre les résultats de Sodexo pour l'exercice 2010-2011 (lire l'extrait du rapport ci-dessous).

Il en ressort que dans le domaine de Défense, la croissance enregistrée par l'entreprise a été de 6,5%. On notera aussi que les services de *facility management* représentent un quart du CA de l'entreprise (contre 18% précédemment) et que la croissance, dans ce secteur, a été 4 fois supérieure à celle du secteur restauration.

Pour Michel Landel, si la dette va "peser durablement sur la croissance et l'économie des pays occidentaux", cette situation "peut aussi présenter des opportunités" pour un groupe qui répond aux besoins d'externalisation des services annexes (restauration, mais aussi entretien, maintenance...). "Les Etats peuvent faire appel à nous pour faire des économies, rationaliser leurs services (...) Donc on est dans une position qui n'est pas mauvaise, même si l'environnement est volatil", a-t-il déclaré hier. Pour ma part, je rappelle que Sodexo a obtenu en mai la gestion des services et de maintenance du futur siège du ministère français de la Défense à Balard (Paris XVIe). Aux Etats-Unis, le groupe assure la fourniture de services de restauration aux bases des Marines.



"Le chiffre d'affaires consolidé de Sodexo pour l'exercice 2010-2011 s'élève à 16 milliards d'euros, soit une progression totale de + 5,4 %, dont une croissance interne de + 5,2 % ; Ce niveau de croissance interne est deux fois supérieur à celui réalisé en 2008-2009 et 2009-2010 et dépasse également les objectifs annoncés en début d'exercice.

La croissance interne s'est en effet accélérée au cours de l'exercice, grâce notamment :

-- à la pertinence des offres de Sodexo et en particulier aux services de Facilities Management qui ne représentaient que 18 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2005-2006 et qui s'élèvent, en 2010-2011, à plus de 25 % du chiffre d'affaires consolidé. En effet, sur l'exercice, la croissance des services de Facilities Management a été

plus de trois fois supérieure à celle des services de Restauration ;

-- aux solides positions occupées par Sodexo dans le Reste du Monde, et en particulier à son développement rapide dans les marchés émergents.

Le chiffre d'affaires de l'activité Solutions de Services sur Site s'élève à 15,3 milliards d'euros, en progression de + 5,2 %. La croissance interne est de + 5,1%.

Par segment de clientèle, l'exercice 2010-2011 a été marqué par :

-- Une croissance interne en Entreprises et Administrations de + 6,7 % à comparer avec + 2 % réalisés en 2009-2010. Cela reflète le solide développement de Sodexo sur les marchés émergents ainsi que l'impact significatif de la montée en puissance des contrats de solutions globales en Justice, en Défense et en Entreprises. **En effet, la croissance interne de Sodexo a été de + 17,9 % en Justice et de + 6,5 % en Défense, et de + 15,9 % en Bases-vie".**

Le 14 novembre, donnez votre sang

Le [Service de santé des armées \(SSA\)](#) organise le lundi 14 novembre prochain [un don du sang](#) dans les salons du gouverneur militaire de Paris à l'Hôtel national des Invalides.

Celui-ci se déroulera de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00.



Ce don est ouvert à tous les personnels de la Défense mais également à tous ceux qui souhaitent montrer leur solidarité avec les militaires engagés en opérations extérieures et les patients traités au sein des hôpitaux militaires.

Les besoins du Service de santé des armées sont de 400 poches de sang total, 40 plasmas et 20 plaquettes par semaine.

Le don dure environ 45 minutes au total. Il ne faut pas être à jeun.

Se munir d'une pièce d'identité avec photographie et, si vous en possédez une, de votre carte de donneur ou de groupe sanguin.

Si vous avez des questions concernant le don vous pouvez contacter un médecin spécialiste du Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) au 01 41 46 72 24.

L'accès aux salons du gouverneur militaire de Paris se fait côté Seine de l'esplanade des Invalides, 129 rue de Grenelle Paris 7ème. Métro Varenne ou La Tour-Maubourg.

Une journée pour qu'on n'oublie jamais...

Plus de 250 militaires se sont rassemblés près du cénotaphe de Victoriaville pour la cérémonie du jour du Souvenir.

Publié le 5 Novembre 2011, [Steven Lafortune](#) 

La filiale Arthabaska 86 de la Légion royale canadienne a souligné samedi la bravoure des soldats avec une cérémonie marquant le jour du Souvenir, devant le cénotaphe, près de l'hôtel de ville de Victoriaville.



Cette cérémonie s'est déroulée sous la présidence d'honneur du colonel Paul Prévost, commandant de la Base de Bagotville depuis mai dernier. Pilote de F-18, le colonel Prévost commandait l'escadre aérienne de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, à la Base aérienne de Kandahar, avant d'occuper ce poste.

Plus de 250 militaires ont défilé devant le monument pour rendre hommage aux combattants de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, de la

Guerre de Corée, ainsi que le déploiement des troupes en Afghanistan.

Ces militaires provenaient des Régiments suivants : Régiment des Transmissions de Valcartier, 62e Régiment Artillerie de Shawinigan, 5e Régiment Génie de combat de Valcartier, Cadets de l'armée de Victoriaville ainsi que les Cadets de l'air de Victoriaville, Warwick et Plessisville.

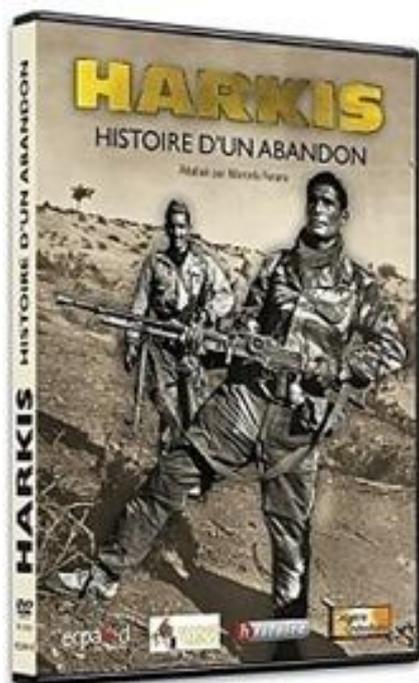
Plusieurs personnalités ont assisté à cette cérémonie, notamment Alain Rayes, Claude Desrochers et Gilles Fortier, respectivement maire de Victoriaville, Warwick et Princeville. Le député provincial Claude Bachand ainsi que le député fédéral André Bellavance étaient aussi présents. Ils ont d'ailleurs tous déposé une couronne de fleurs devant le cénotaphe, ainsi que sur les quelques croix dispersées devant le monument.

De plus, une foule estimée à environ 150 personnes s'est déplacée pour souligner la mémoire des militaires disparus. Le vétéran de l'année, Léon Levasseur, qui était mitrailleur de queue à bord d'un Bombardier Lancaster lors de la Seconde Guerre mondiale et la Mère canadienne, Josée Bélisle, mère de Yannick Scherrer, mort le 27 mars dernier en Afghanistan et dont le nom est désormais gravé sur le cénotaphe, ont eux aussi déposé une couronne de fleurs.

Rappelons que le jour du Souvenir, aussi connu sous le nom de jour de l'Armistice, est une journée pour commémorer les sacrifices de la Première Guerre mondiale ainsi que les autres guerres.

Photos : <http://www.lanouvelle.net/Slideshow/5449/Parade-du-jour-du-Souvenir/1>

La cicatrice des Harkis



Cinquante ans après, c'est une évidence, les Harkis algériens et leurs enfants ont plus mal à la France que la France n'a mal à ses Harkis, avec une cicatrice qui n'arrivera pas à se refermer, faite en réalité d'un double déni symétrique et toujours vif, celui de la France et celui de l'Algérie.

C'est le mérite pris non sans risque par l'ECPAD et la chaîne Histoire d'avoir produit un film sur "Harkis, histoire d'un abandon", réalisé par la journaliste d'origine roumaine Marcela Feraru. Un risque car la démarche, construite autour de témoignages tous subjectifs, n'a pas la sérénité d'une œuvre historique et se place systématiquement d'un seul côté de la cicatrice, celui, c'est dit d'emblée, des nostalgiques de l'Algérie française. Mais il ne se veut pas historique, on peut le lui reconnaître, il est au contraire le micro tendu vers ces Harkis marqués par l'oubli, l'indifférence et le malaise identitaire, une tentative de "rendre leur honneur aux Harkis" comme l'explique le président du Secours de France, Jean-Marie Schmitz, également soutien du film.

Présidant l'avant-première mardi à l'Ecole militaire, le ministre de la défense Gérard Longuet a rendu hommage aux auteurs de ce documentaire pour "l'effort d'ouvrir une page extraordinairement difficile de notre pays ; mais la plus grande lâcheté serait de ne pas l'ouvrir parce qu'elle est une page trop complexe".

Gérard Longuet a reconnu qu'il "y a eu il y a deux ans un débat mal engagé sur l'identité de la France", et a souligné le courage de ce travail collectif qui participe à éclairer "une France qui sache s'assumer complètement, qui accepte de se regarder dans ses forces comme dans ses faiblesses".

Et de rappeler au public que, comme élu, il a eu l'occasion de voter des textes en faveur des Harkis mais "dont aucun ne pourra effacer les souffrances de ces déracinés qui portent en eux cette interrogation permanente : suis-je ou ne suis-je pas chez moi, ici ?"

C'est la vraie question, posée par le film, qui est de savoir où ces Harkis ont leurs racines, ayant été deux fois abandonnés, une première fois sur le territoire algérien en 1962, et dont 80.000 auraient été massacrés par le FLN après avoir été désarmés par l'armée française, et une deuxième fois sur le sol français, pour les 20.000 autres qui ont eu la chance d'y arriver (quelque 80.000 personnes en tout avec les familles), par la société française qui les a parqués dans des camps pour mieux les oublier.



Un drame résumé par l'interview d'une fille de Harki, Karima Chaalal qui raconte sa crise familiale, lorsqu'elle a annoncé à son père qu'elle voulait se rendre en Algérie pour comprendre ce qu'il n'avait jamais voulu lui expliquer. Il en a fait une crise cardiaque, et ils ont pu se parler ensuite pour qu'elle comprenne son identité harkie. *Ci-contre, photo extraite du [blog de la réalisatrice](#) présentant deux anciens membres du Commando Georges.*

Ce retour en Algérie de la génération suivante, cette réconciliation qu'ils souhaitent avec leur terre d'origine au-delà des contingences politiques, et qui pourrait compenser le malaise à être musulman dans une société française en pleine crispation sur sa perception de l'islam, cela devra se faire un jour mais sans doute pas avec leurs soutiens français.

Des soutiens qui, je suis obligé de l'évoquer ici, récupèrent d'une certaine façon le drame des Harkis pour justifier des attitudes et des erreurs bien antérieures à ce drame. Avec ses airs faussement naïfs, la réalisatrice (*ici à droite*) a recueilli des témoignages révélateurs, dont l'aveu que certains militaires voulaient se venger en Algérie de leur humiliation indochinoise, que l'Algérie était un pays sans Etat et sans nation jusqu'en 1830, sauvé ensuite par la colonisation, que la décolonisation a été l'œuvre d'un complot communiste où l'on retrouve amalgamés Staline, les réseaux Jeanson, Henri Curiel et jusqu'aux ministres gaullistes Edmond Michelet et Louis Joxe... Sans oublier le témoignage de ce Harki racontant comment le



bon préfet de police Maurice Papon avait organisé à Paris une milice d'auxiliaires de police harkis sélectionnés par les SAS en Algérie pour combattre le FLN en France.

Des témoignages qui font réfléchir, mais qui sont nécessaires à la compréhension de toutes les facettes de ce drame infiniment complexe, et qui n'enlèvent rien à la responsabilité des politiques français de toute tendance qui ont abusé de la confiance de ces combattants dévoués jusqu'à la mort. Moins utiles, en revanche, les témoignages qui rendent hommage aux "soldats perdus" du putsch d'Alger, à tous ces héros finis en prison "pour l'honneur", et jusqu'à ce témoignage incongru d'un ancien de l'OAS qui avait dix-huit ans à l'époque et nous explique que l'OAS était très désorganisée et incontrôlée, d'où ses excès, ce qui raccourcit quand même son histoire et n'ajoute certainement rien à celle des Harkis.

Egalement côté critiques, un reproche amical à l'ECPAD et à la réalisatrice : les images d'archives montrant les mutilations et horreurs commises par le FLN, et dont il n'avait pas le monopole dans ce qui a été une affreuse guerre civile, apparaissent de façon subliminale dans le cours de la projection à raison d'images de moins d'une seconde au milieu d'autres documents, suggérant le climat de terreur de l'époque. Mais la diffusion du DVD rend ces images parfaitement accessibles en arrêt sur l'image et il n'est pas certain que ce catalogue d'horreurs montrant une seule partie de la réalité participe à des débats sereins, pourtant indispensables aujourd'hui.

Voilà donc enfin, et malgré tout, un film sur les Harkis, qui a pour principal mérite d'ouvrir un débat public. Il vient s'ajouter à une filmographie partielle, pour ne pas dire indigente par rapport à l'ampleur de l'événement, sur la guerre d'Algérie : après *La bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo en 1966, interdit jusqu'en 1970 en France, *Le vent des Aurès* (Mohamed Lakhdar-Hamina, 1966), *Avoir vingt ans dans les Aurès* (René Vautier, 1972), *L'honneur d'un capitaine* (Pierre Schoendorffer, 1982) et tout récemment *Hors la loi* (Rachid Bouchareb, 2010, avec Djamel Debouze et ses copains). Des films subjectifs, sans recul historique ni évidemment politique, et qui contrastent avec le cinéma américain et sa capacité à très vite prendre du recul sur les épisodes les plus récents et les plus douloureux des engagements militaires américains.



C'est pourtant le moment : 2012 sera le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie côté français, et celui de l'Indépendance côté algérien avec des législatives qui devraient voir l'effacement d'un FNL trop longtemps au pouvoir. Les partisans de l'Algérie française comme ceux de l'ONM (qui n'est pas l'Ordre national du mérite mais... l'Organisation nationale des Moudjahidine, anciens combattants de l'ALN) auront atteint l'âge où ils devraient laisser les plus jeunes dialoguer et explorer de nouvelles voies, dont celle de la réconciliation.

Par leur drame et leur présence au cœur même de la cicatrice franco-algérienne, les Harkis et leurs descendants pourraient avoir un très beau rôle à jouer, mais ceci est une autre histoire...

07.11.2011

Les jeunes et la Défense: le texte du rapport est disponible

Comme je l'indiquais dans un post paru vendredi après-midi, trois chercheurs du CEVIPOF (centre de recherches politiques de Sciences Po) ont réalisé pour l'IRSEM une enquête auprès de 993 jeunes, âgés de 16 à 21 ans, de six établissements scolaires



Les auteurs présentent ce lundi matin les résultats de leurs recherches. Mais pour tous ceux qui ne peuvent être à Paris, au CEVIPOF, mais qui souhaitent avoir connaissance des résultats de cette enquête, le CEVIPOF m'a fait parvenir le rapport. Ce document peut-être consulté dans son intégralité en cliquant [ici](#).

On lira cependant les quelques lignes qui suivent et qui sont tirées de la conclusion:

Notre étude conforte l'affaiblissement de l'antimilitarisme et des images négatives qui pouvaient être davantage associés à l'armée il y a encore une vingtaine d'années. L'image de l'armée est assez largement consensuelle et plutôt positive. L'armée est placée de loin en tête des institutions auxquelles les jeunes accordent le plus de confiance : 85 % d'entre eux déclarent avoir confiance, dont plus du tiers (35 %) tout à fait confiance. Seule une minorité, 15 %, exprime de la défiance. Ce robuste capital de confiance se double d'une bonne image de l'armée. Plus de huit jeunes sur dix (83 %) en donnent cette appréciation positive.

La guerre d'Afghanistan racontée par Anne Nivat

Mise à jour le samedi 5 novembre 2011 à 11 h 49 HAE Radio-Canada

De passage à Montréal à l'occasion de la parution de son nouveau livre, *Les brouillards de la guerre : dernières missions en Afghanistan* (Éditions Fayard), la reporter de guerre Anne Nivat s'est entretenue avec Radio-Canada.ca de son expérience en sol afghan.

Résultat de plusieurs voyages en Afghanistan, le livre est né de l'invitation d'un militaire canadien après le passage de la journaliste à l'émission de Radio-Canada *Tout le monde en parle*, en mars 2010.

Après un premier contact, le major Pruneau, qu'elle évoque aujourd'hui comme un vieil ami, l'invite à rencontrer les membres des Forces canadiennes en Afghanistan. Elle s'y rendra en décembre de la même année.

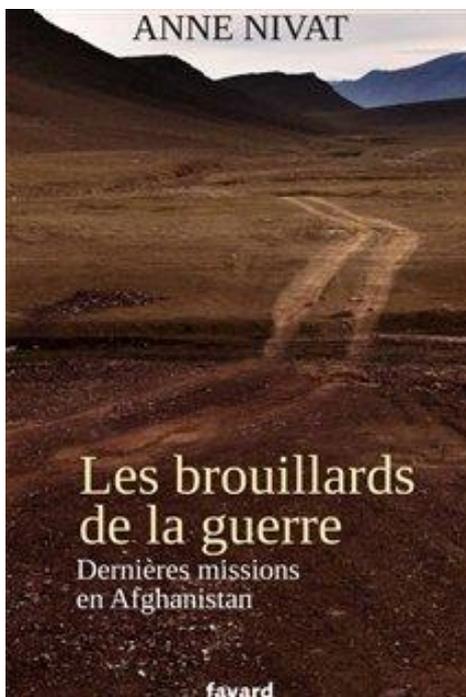
« D'habitude, ce sont les journalistes qui contactent les militaires, mais là ce sont eux qui m'ont contactée », rappelle la reporter qui était curieuse de se retrouver, pour la première fois, du côté des militaires.



Anne Nivat
(archives)

Passer « de l'autre côté du miroir »

Depuis ses premiers voyages en zone de guerre, en Tchétchénie ou en Irak, Anne Nivat couvrait les conflits du point de vue des civils, aux côtés de familles qui l'hébergeaient et avec qui elle développait au fil des mois de profondes amitiés.



L'expérience militaire ne lui apporte aucune surprise. De ces quelques semaines passées au sein d'un contingent militaire, Anne Nivat retient avant tout le décalage qui existe entre chaque côté du « miroir », un miroir qui reflète deux mondes parallèles, mais diamétralement opposés : celui des militaires en mission et celui des civils, plus méconnu.

Impatiente de retrouver ses anciens contacts, la journaliste ne tarde pas à troquer sa tenue militaire pour un châdri, la burqa afghane.

« Moi, ce qui m'intéresse, ce sont les histoires des gens, observer, poser des questions. [...] Je veux montrer que c'est faisable d'aller sur le terrain, même si tout le monde dit que ça ne l'est pas », souligne celle qui se décrit comme une personne extrêmement curieuse, qui veut tout voir d'elle-

même.

Interrogée sur ses premiers voyages en zone de guerre, la reporter se rappelle un événement précis survenu en Tchétchénie. Alors que le village se faisait bombarder, la femme chez qui elle logeait lui avait demandé si elle voulait du thé. « Je n'oublierai jamais son regard, mais elle avait raison, il fallait prendre le thé », raconte-t-elle.

C'est ainsi qu'elle fait alterner, dans *Les brouillards de la guerre*, les histoires qui nous font découvrir le quotidien des Afghans avec d'autres qui décrivent la routine des militaires.

Elle réussit ainsi à faire ressortir la contradiction et l'incompréhension responsables du clivage entre ces deux mondes, et, du même coup, l'échec flagrant des missions étrangères en terre afghane. Mais surtout, elle tient à donner une voix à ceux qui n'en ont pas, premières victimes de la guerre.

Anne Nivat n'hésite d'ailleurs pas à partager régulièrement son expérience dans les facultés de journalisme françaises, vantant les mérites du terrain. Elle se dit aussi en faveur des blogues et du journalisme citoyen, puisqu'ils permettent la diffusion d'un maximum d'informations.

Selon elle, les grands médias ne doivent pas « disparaître » des pays où perdurent les conflits, « puisque les gens, eux, sont encore là ».

À son agenda ne s'inscrivent d'ailleurs non pas de nouvelles destinations, mais des retours dans des pays qu'elle connaît déjà bien, et d'où lui arrivent des messages lui demandant quand elle reviendra.

Anne Nivat a publié de nombreux ouvrages, dont *Chienne de guerre* (Fayard, 2000), pour lequel elle a reçu le prix Albert-Londres ; *La Guerre qui n'aura pas eu lieu* (Fayard, 2004) ; *Lendemain de guerre* (Fayard, 2004) sur les guerres d'Irak et d'Afghanistan ; *Islamistes : comment ils nous voient* (Fayard, 2006) ; et *Par les monts et les plaines d'Asie centrale* (Fayard, 2006).

Un article de Laila Maalouf

Pas de papier pour les publications

Mise à jour : 08/11/2011 11:24 - Auteur : Thomas Cauchebras

Le 1^{er} janvier 2011 a pris effet une décision du chef d'État-major de l'armée de Terre sur la numérisation des publications des régiments et services de l'armée de Terre.



leur dématérialisation s'est faite ou se fera à l'échéance du contrat.

Bye bye le papier, bienvenue dans la cyber-presse ! Désormais, une majorité des bulletins et revues internes édités dans l'armée de Terre sont dématérialisés. Inutile de chercher un numéro récent d'une revue régimentaire sur papier. Une décision du 26 juillet 2010 a pris effet le 1^{er} janvier dernier pour toutes les publications éditées directement par les corps. Pour les autres publications éditées par un prestataire extérieur,

Communiquer autrement

Pour la plupart des organismes, le passage au numérique s'est fait simplement. Pour d'autres, cette dématérialisation a été l'occasion d'innover. Plusieurs régiments ou brigades ont opté pour la refonte intégrale de leur page Intraterre (intranet de l'armée de Terre) ou même, ont créé leur blog sur internet. « Nous avons décidé, en parallèle à la présence d'un blog dédié aux familles des

diabes rouges sur internet, et d'une page de soutien sur Facebook, de créer une nouvelle page Intraterre avant le départ du régiment pour l'Afghanistan pour rester "connectés" à l'actualité du régiment en France. L'avantage : être accessible et visible par tous à n'importe quel moment. Chaque semaine, le site est enrichi de nouvelles brèves et de photos, plus besoin d'attendre la fin du mois pour recevoir la fameuse " feuille de chou " régimentaire. Grâce à ce site, les régiments viennent chercher notre actualité », explique le lieutenant Sylvain Bedouet, officier communication du [152^e régiment d'infanterie](#) (152^e RI) de Colmar.

Préserver l'intimité des soldats

Même discours au [7^e bataillon de chasseurs alpins](#) (7^e BCA) de Bourg-Saint-Maurice, avec la création d'un blog exclusivement réservé aux familles au départ du régiment en Afghanistan. « Nous l'avons fait en cherchant avant tout à préserver l'intimité de nos soldats et de leurs familles. Seuls les proches pouvaient se connecter avec leur mot de passe et après vérification de leurs liens de parenté », explique l'officier communication. « J'envoyais des petits articles, des photos de la vie quotidienne sans jamais dévoiler d'informations confidentielles », poursuit-elle. Le blog a reçu un très bon accueil dans les familles comme en attestent les 4 000 visites mensuelles et a convaincu les chasseurs alpins qui, selon l'officier, se sont « sentis plus sereins et concentrés sur la mission » sachant que leurs familles étaient bien informées.

Outil d'information interne pour l'armée de Terre dans son ensemble, [Terre Information Magazine](#) (TIM) n'est pas concerné par la note de 2010. Il est néanmoins consultable sur Internet, dans une version enrichie de contenus interactifs.

Retrouvez l'intégralité de cet article dans le TIM 229, en ligne en décembre 2011.

Sources : Terre Information Magazine
Droits : Armée de Terre 2011

Un bleuet sur le maillot de l'équipe de France de football?

10 novembre 2011 – 11:43

A l'occasion de leur prochaine rencontre contre l'Espagne, prévue au lendemain des commémorations de l'armistice du 11 novembre les joueurs de l'équipe anglaise de football vont arborer sur leur maillot un coquelicot, qui est le symbole, outre-Manche, des soldats morts au combat depuis la Première Guerre Mondiale.

Cependant, cela n'aurait pas pu se faire, la FIFA ayant, dans un premier temps, refusé d'accorder à la Fédération anglaise de football l'autorisation de faire figurer ce symbole sur le maillot de son équipe.

Mais finalement, grâce à l'intervention du prince William, qui est le président de la Football Association (FA), la FIFA est revenue sur sa décision initiale, qualifiée de « scandaleuse » par le Premier ministre britannique, David Cameron. « Il est absurde de considérer comme un geste politique le fait de porter un coquelicot en souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour notre liberté » a affirmé ce dernier.

Quoi qu'il en soit, la FIFA a donc été sensible à ces arguments puisque les joueurs anglais – mais aussi gallois – pourront arborer un coquelicot sur le brassard noir qu'ils porteront lors de leur prochain match.

En France, une initiative similaire a été lancée. En effet, le député Patrick Baudoin, membre de la Droite populaire, un des courants de l'UMP, par ailleurs rapporteur pour avis pour la commission de la Défense de la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » pour le projet de loi de finance 2012, a écrit à Noël Le Graët, le président de la Fédération française de football, afin de proposer « que les joueurs de l'équipe de France (...) arborent un bleuet lors de la rencontre qui les opposera aux Etats-Unis, vendredi 11 novembre » pour rendre hommage au soldats morts pour la France.

En « ce jour de commémoration, le port du bleuet serait un hommage rendu à celles et ceux qui sont morts pour la France et apparaîtrait également comme un symbole fort du lien armée-nation » a encore écrit le député-maire de Saint-Mandé (Val-de-Marne).

Dans un communiqué, Patrick Baudoin précise que le bleuet est « le symbole de leur engagement et de leur combat pour la liberté ». Sera-t-il entendu?